



**SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mission des archives

ARCHIVES

DES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COHESION DES TERRITOIRES

**État thématique des versements
conservés aux Archives nationales**

PARIS
2021

SOMMAIRE

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ATTRACTIVITE REGIONALE (DATAR) (1963-2014).....	4
DELEGUES INTERMINISTERIELS	6
DIRECTEURS, ADJOINTS AU DELEGUE.....	9
CABINET DU DELEGUE ET CONSEILLERS TECHNIQUES	10
COMITE INTERMINISTERIEL POUR L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (CIADT)	13
CHARGES DE MISSION ET EQUIPES SECTORIELLES.....	14
<i>Développement régional, planification territoriale et Contrats de plan État-régions (CPER).....</i>	<i>14</i>
<i>Grand débat national sur l'aménagement du territoire (1993-1994).....</i>	<i>19</i>
<i>Zones rurales, montagne, tourisme, littoral.....</i>	<i>20</i>
<i>Études et prospective</i>	<i>24</i>
<i>Services publics et réforme de l'État</i>	<i>25</i>
<i>Activités économiques, entreprises et industrie.....</i>	<i>27</i>
<i>Transports, énergie, environnement</i>	<i>34</i>
<i>Urbanisme, politique de la ville.....</i>	<i>37</i>
<i>Recherche et enseignement supérieur.....</i>	<i>38</i>
<i>Culture</i>	<i>39</i>
<i>Santé</i>	<i>39</i>
<i>Nouvelles technologies</i>	<i>40</i>
<i>Chronos courrier</i>	<i>40</i>
<i>Questionnaires parlementaires.....</i>	<i>40</i>
AFFAIRES GENERALES	41
<i>Courrier</i>	<i>41</i>
<i>Budget et comptabilité</i>	<i>41</i>
<i>Ressources humaines</i>	<i>42</i>
<i>Service de documentation : études.....</i>	<i>42</i>
<i>Communication.....</i>	<i>45</i>
MISSION PHOTOGRAPHIQUE (1984-1988)	45
EUROPE ET FONDS STRUCTURELS EUROPEENS	46
RELATIONS INTERNATIONALES	47
CONSEIL NATIONAL DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (CNADT)	48
COMITE DES AIDES A LA LOCALISATION DES ACTIVITES (CIALA)	48
ORGANISMES RATTACHES A LA DATAR.....	49
COMMISSARIATS DE MASSIF	49
MISSIONS INTERMINISTERIELLES	49
<i>Côte Aquitaine (1967-1988)</i>	<i>49</i>
<i>Corse (1966-1983).....</i>	<i>50</i>
<i>Espace naturel méditerranéen (dite « Mission Méditerranée ») (1972-1983).....</i>	<i>51</i>
<i>Aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon (dite Mission Racine) (1963-1982).....</i>	<i>51</i>
<i>Plateau de Valbonne (Sophia-Antipolis) (1972-1983)</i>	<i>52</i>
AUTRES ORGANISMES	53

AGENCE NATIONALE POUR LA COHESION SOCIALE ET L'EGALITE DES CHANCES (ACSE) (2006-2014)	55
COMMISSARIAT GENERAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA SEINE (CGDVS)	57
COMMISSION DE CONCERTATION POUR LE TGV ATLANTIQUE (1983-1984).....	58
COMMISSION POUR L'AVENIR DE LA DECENTRALISATION (DITE COMMISSION MAUROY) (1999-2000).....	59
COMITE POUR L'IMPLANTATION TERRITORIALE DES EMPLOIS PUBLICS (CITEP) ET SES PREDECESSEURS (1958-2002)	60
MISSION REGION CAPITALE (MRC) (2008-2010)	63

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ATTRACTIVITE REGIONALE (DATAR) (1963-2014)

Histoire

La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) a été créée par le décret du 14 février 1963 et rattachée au Premier ministre afin de marquer sa vocation interministérielle. Son rôle était d'assurer un rééquilibrage des territoires en portant une vision transversale qui permette une réflexion par espace et non plus seulement par secteur.

Par décret du 31 décembre 2005, la DATAR devient la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) et voit ses missions élargies à l'accompagnement des mutations économiques, assumé précédemment par la Mission interministérielle sur les mutations économiques (Mime)¹. Elle redevient DATAR avec le décret du 14 décembre 2009, avec le développé suivant : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale. Ses missions s'élargissent au renforcement des réseaux territoriaux d'innovation, à la mise en œuvre de l'accès aux infrastructures de très haut débit et à la politique d'implantation territoriale des administrations de l'État.

Sous l'égide du Premier ministre et/ou du ministre en charge de l'aménagement du territoire, la DATAR était chargée de préparer, d'impulser et de coordonner les politiques d'aménagement du territoire, visant à assurer :

- la cohésion territoriale ;
- l'aménagement équilibré des espaces et leurs mises en valeur ;
- la mise en œuvre des politiques européennes et des dispositifs contractuels entre l'État et les collectivités territoriales ;
- l'élaboration de politiques de solidarité au bénéfice des régions les plus affectées par des crises graves.

Organisation

La DATAR était dirigée par un délégué, assisté par un puis plusieurs directeurs.

Hormis les services support, la DATAR rassemblait des chargés de mission issus des différentes administrations de l'État ou des collectivités territoriales au sein d'équipes sectorielles placées sous la responsabilité d'un conseiller. Chaque chargé de mission suivait une ou plusieurs thématiques (industrie, zones rurales, transports, énergie, urbanisme, culture...), et/ou une région en particulier. Il était notamment chargé de préparer les entretiens du délégué avec les principaux acteurs de la région concernée (préfets, SGAR, collectivités, associations de développement local, représentants économiques...).

Activités

La DATAR était chargée de la préparation et du suivi des décisions des Comités interministériels d'aménagement et de développement du territoire (CIADT), qui définissent les grandes orientations de la politique nationale en matière d'aménagement du territoire.

Elle était chargée d'assurer le secrétariat de plusieurs conseils et commissions, tels que le Conseil national de la montagne (CNM) ou la Commission interministérielle d'aides à la localisation des entreprises (CIALA). Elle gérait également les commissions de sélection pour des appels à projet et de labellisation (Relais de services publics, pôles d'excellence rurale...).

Elle disposait d'un certain nombre de fonds financiers dédiés à une intervention sur les territoires :

¹ Décret du 20 octobre 2003 portant création de la Mission interministérielle sur les mutations économiques. La DATAR dispose également d'une équipe sur les mutations/ reconversions économiques depuis les années 1980.

- les fonds structurels européens ;
- les contrats de plan État-Régions (CPER), devenus contrats de projet État-Régions ;
- la Prime à l'aménagement du territoire (PAT) versée aux entreprises ;
- le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT).

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) (2014-2019)

Le décret du 31 mars 2014 a intégré la DATAR au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) nouvellement créé et placé sous l'autorité du Premier ministre. Le CGET réunissait les missions de la DATAR, du Secrétariat général du comité interministériel des villes (SG-CIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), avec les attributions suivantes :

il « conçoit, prépare et met en œuvre la politique nationale d'égalité des territoires, dont il assure le suivi et la coordination interministérielle. Il est chargé, en particulier, de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de la ville. Il veille au développement de la participation citoyenne à l'ensemble de ces politiques. Il assure l'évaluation des politiques publiques en matière d'égalité des territoires. »

Le CGET préparait également l'ordre du jour et les décisions du Comité interministériel à l'égalité des territoires (CIET) et du Comité interministériel des villes (CIV).

Il assurait le secrétariat du Conseil national à l'égalité des territoires, du Conseil national des villes et du Conseil national de la montagne.

Par décret du 30 décembre 2017, le CGET avait été placé auprès du ministre chargé de l'aménagement du territoire et de la ville.

L'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT)

L'Agence nationale de cohésion des territoires a été créée par la loi du 22 juillet 2019 puis par le décret du 18 novembre 2019 (création effective à compter du 1^{er} janvier 2020). Ses missions sont définies dans l'article 2 de la loi : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires a pour mission, en tenant compte des particularités, des atouts et des besoins de chaque territoire, de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales (...) dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets, notamment en faveur de l'accès aux services publics, de l'accès aux soins (...), du logement, des mobilités, de la mobilisation pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les quartiers urbains en difficulté, de la revitalisation, notamment commerciale et artisanale, des centres-villes et centres-bourgs, de la transition écologique, du développement économique ou du développement des usages numériques. »

L'Agence est placée sous la tutelle des ministres chargés de l'aménagement du territoire, des collectivités territoriales et de la politique de la ville.

Délégués de la DATAR (1963-2014)

Olivier GUICHARD: janvier 1963-octobre 1968.

Jérôme MONOD: octobre 1968-septembre 1975.

François ESSIG: septembre 1975-avril 1978.

André CHADEAU: avril 1978-octobre 1981.

Bernard ATTALI: octobre 1981-septembre 1984.

Jacques SALLOIS: septembre 1984-mai 1987.

Jean-François CARREZ: mai 1987-octobre 1989.

Jean-Pierre DUPORT: octobre 1989-septembre 1993.

Pierre-Henri PAILLET: septembre 1993-novembre 1995.

Raymond-Max AUBERT : novembre 1995-juillet 1997.

Jean-Louis GUIGOU : juillet 1997-juillet 2002.
Nicolas JACQUET : juillet 2002-décembre 2004.
Pierre MIRABAUD : décembre 2004-avril 2008.
Pierre DARTOUT : avril 2008-décembre 2010.
Emmanuel BERTHIER : décembre 2010-juillet 2013
Eric DELZANT : juillet 2013-mai 2014.

Commissaires généraux à l'égalité des territoires (2014-2019)

Marie-Caroline BONNET-GALZY : juin 2014-juin 2016
Jean-Michel THORNARY : juin 2016-septembre 2017
Jean-Benoît ALBERTINI : septembre 2017-avril 2018
Serge MORVAN : avril 2018-juillet 2019
François-Antoine MARIANI : juillet-octobre 2019 (par intérim)
Yves LE BRETON : octobre-décembre 2019, devenu directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) en janvier 2020

Versements aux Archives nationales

Délégués interministériels

19930413

art 1-3 : correspondance active de Jean-Pierre Duport, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, par ordre chronologique. 1989-1991

métrage : 1

19940288

Dossiers de Jean-Pierre Duport, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (1989-1993).

art 1-4 : correspondance active et passive, agendas, fiches de rendez-vous, par ordre chronologique. 1989-1993.

art 5-10 : déplacements, voyages, séminaires. 1989-1993.

art 11-12 : associations et organismes présidés par Jean-Pierre Duport, activités. 1989-1993.

art 12-15 : organismes consultatifs: comité de décentralisation, comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), comité interministériel de développement et d'aménagement rural (CIDAR), conseil national d'aménagement du territoire. 1990-1992.

art 16-46 : activités de la DATAR : organisation et personnel, débat national sur l'aménagement du territoire ; planification ; dossiers par région ; dossiers par secteur. 1988-1993.

métrage : 15

19860121

art 1-8 : chronos d'André Chadeau et Bernard Attali, délégués à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1978-1984

art 8-9 : chronos de Jean-Pierre Musso, conseiller technique, Michel Lemaire, directeur de cabinet du délégué et de Marie-Hélène Albertini, chargée de mission. 1980-1984

art 10 : correspondance reçue par Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1982-1984

art 11-17 : voyages de François Essig et André Chadeau, délégués à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1977-1978

art 17 : bureaux de la DATAR à l'étranger: activités. 1981

art 17 : constructions navales: diversification et restructuration. 1978

métrage : 3

19870071

art 1 : coopération, décorations, environnement, régionalisation, déconcentration. 1970-1977

art 2-6 : aménagement du territoire: dossiers par région. 1967-1978

art 7 : voyages à l'étranger de François Essig, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1975-1977

métrage : 2

19870447

art 1-3 : chrono de Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1982

métrage : 1

19890085

art 1-4 : chronos, activités et déplacements de Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1984-1986

art 5-7 : aménagement du territoire : dossiers par région, communication, urbanisme. 1980-1985

métrage : 2

20050031

Dossiers de Nicolas Jacquet, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 2002 à 2004.

art 1 : correspondance active. 2002-2004

art 2 : correspondance passive, demandes d'entretiens, interventions publiques. 2002-2004

métrage : 1

20050032

Interventions publiques des délégués à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, des délégués adjoints, des ministres en charge de l'aménagement du territoire. 1963-1988

art 1 : interventions publiques de Olivier Guichard, Jérôme Monod. 1963-1971

art 2 : interventions publiques de Jérôme Monod, François Essig, André Chadeau. 1972-1981

art 3 : interventions publiques de Bernard Attali, Jacques Sallois, Jean-François Carrez. 1981-1988 ; interventions publiques de André Bettencourt, Olivier Guichard, Christian Bonnet, Michel Rocard, Pierre Méhaignerie. 1969-1988

métrage : 1

20060291

Dossiers de Pierre-Henri Paillet, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1993 à 1995.

art 1-2 : préparation du débat national pour l'aménagement du territoire. 1993-1994

art 3-6 : préparation de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire (loi Pasqua n° 95-115 du 4 février 1995). 1993-1995

art 7 : institution du schéma national d'aménagement du territoire, préparation du comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIADT) de Troyes du 20 septembre 1994. 1994

art 8 : préparation et suivi des comités interministériels pour l'emploi, projet de loi de finances pour 1995. 1995

métrage : 3

20060023

Dossiers de Raymond-Max Aubert, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1995 à 1997.

art 1-4 : minutiers chronologiques. 1995-1997

art 5 : interventions publiques. 1995-1997

art 6-7 : organisation et activités de la DATAR. 1995-1997

art 8 : application et mise en œuvre de la loi n° 95-115 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995. 1995-1997

art 9-10 : élaboration du Schéma national d'aménagement et de développement du territoire (SNADT). 1995-1997

art 11 : préparation d'un plan pour le monde rural. 1995-1997

art 12 : conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) et comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIADT). 1995-1997

art 13-17 : relations avec les organismes publics et privés. 1995-1997

art 18-19 : questions internationales et européennes. 1995-1997

métrage : 6

20060165

Dossiers de Jean-Louis Guigou, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1997 à 2002.

art 1-9 : correspondance et notes internes (classement chronologique). 1997-2002

art 10-23 : préparation des rendez-vous, déjeuners et déplacements du délégué. 1997-1999

art 24-25 : dossiers thématiques. 1997-2002

métrage : 8

20150726

Dossiers des délégués. 1963-2010

Art. 1-33 : Gouvernance de la DATAR. 1975-2010

Art. 33 (suite)-35 : Dossiers thématiques. 1963-2008
Art. 35 (suite)-37 : Dossiers par région. 1965-1980

Métrage : 12

Directeurs, adjoints au délégué

19890641

Dossiers de Jean-Paul de Gaudemar, directeur à la DATAR.

art 1-2 : politique de l'aménagement du territoire. 1980-1987
art 3-4 : organismes d'aménagement du territoire. 1980-1987
art 5 : décentralisation. 1982-1985
art 5-6 : moyens de communication. 1982-1987
art 6 : industrie. 1984-1987
art 7-8 : activités productrices. 1981-1986
art 8-11 : entreprises. 1981-1987
art 12-13 : communauté économique européenne. 1981-1987
art 13-14 : planification. 1980-1982
art 15-20 : dossiers par région. 1981-1987

métrage : 7

20060166

Dossiers de Michel Cadot, directeur, adjoint au délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1995 à 1998.

art 1-4 : préparation des rendez-vous. 1995-1996
art 5-6 : préparation des déjeuners. 1996
art 6 (suite)-7 : préparation des réunions. 1996
art 8 : préparation des interventions. 1996

métrage : 3

20060549

Dossiers de Pierre Mirabaud, directeur à la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) de 1998 à 2000.

art 1 : minutier chronologique départ. 1998-2000
art 2 : préparation des entretiens de Pierre Mirabaud. 1998-2000
art 3-4 : préparation des séances des comités interministériels d'aménagement et de développement du territoire (CIADT). 1998-2000
art 5 : préparation des contrats de plan État-région pour la génération 2000-2006. 1998-2000

métrage : 3

20150664

Dossiers des directeurs de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). 1981-2005

Art. 1-15 : Politique d'aménagement du territoire. 1981-2005
Art. 16-26 : Dossiers thématiques. 1987-2005
Art. 26 suite-30 : Union européenne et international. 1999-2005
Art. 30 suite-33 : Organisation et fonctionnement de la DATAR. 1988-2004

Métrage : 11

20150715

Dossiers des directeurs de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) puis de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT). 1993-2009

Art. 1-11 : Politique d'aménagement du territoire. 1994-2008
Art. 11 suite-22 : Dossiers thématiques et régionaux. 1993-2008
Art. 22 suite-24 : Union européenne et international. 1996-2008
Art. 24 suite-29 : Fonctionnement de la Délégation. 1994-2009

Métrage : 10

Cabinet du délégué et conseillers techniques

19870695

Dossiers de Michel Lemaire, directeur du cabinet.
art 1-3 : aménagement du territoire en Alsace, dont études. 1968-1980

métrage : 1

19880517

Dossiers de Daniel Cadoux, conseiller technique auprès du délégué.
art 1 : rapport Guichard sur l'aménagement du territoire et réactions au rapport. 1986-1987
art 2 : aménagement du territoire dont pôle de conversion de Decazeville, lettres et notes de Daniel Cadoux. 1983-1987

métrage : 1

19980039

Débat national pour l'aménagement du territoire, contributions reçues à la DATAR. 1993-1994
art 1-25 : contributions régionales. 1993-1994
art 25-26 : contributions du gouvernement, des administrations centrales, des assemblées. 1993-1994
art 26 (fin)-29 : contributions d'organismes divers. 1993-1994.

métrage : 10

19890086

art 1-2 : préparation du budget de l'État exercice 1985 : dossiers par région. 1984
art 3 : chronos de Michel Lemaire, directeur de cabinet du délégué, et de Michel Morin, conseiller technique du délégué. 1981-1984

métrage : 1

20030296

Dossiers de François Philizot, conseiller technique de 1992 à 1995.

art 1 : chronos. 1992-1995

art 2 : fonctionnement de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). 1992-1994

art 2 (suite)-3 : grand débat national sur l'aménagement du territoire. 1993-1994

art 3 (suite) : préparation et application de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire. 1993-1996

art 4 : Conseil national de l'aménagement du territoire (CNAT), installation et activités. 1991-1993

art 5 : dossiers de séance du comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire (CADT). 1992-1994

art 6 : gestion des crédits d'aménagement du territoire. 1992-1994

art 7 : élaboration des contrats de plan État-région (CPER) 1992-1995, renouveau du service public. 1991-1992

art 8 : partenariat avec la DATAR : conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), crédit local de France, centre de recherche et d'initiatives pour le développement local (CRIDEL). 1990-1995

art 9-11 : coordination de l'équipe régionale de la DATAR (classement par région). 1991-1995

métrage : 4

20030442

Cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, dossiers de Pierre-Henri Paillet, chargé de mission auprès du ministre.²

art 1 : services publics en milieu rural, enjeux de la politique d'aménagement du territoire, comité interministériel d'aménagement du territoire de Mende, organisation et activités de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1993

art 2-3 : délocalisation des emplois publics 1992-1993, préparation des contrats de plan État-région, préparation de la loi de finances pour 1994, suivi des régions (classement par région). 1993

art 3 (suite) : activités de la direction générale des collectivités locales (DGCL). 1988-1993

art 4 : restructurations militaires, réforme des fonds structurels européens, fonctionnement du gouvernement, préparation de la loi sur la maîtrise de l'immigration, préparation de la loi sur la réforme du code de la nationalité, préparation de la loi sur les contrôles d'identité, préparation de la loi sur la réforme de la procédure pénale. 1986-1993

art 5 : activités de la direction des transmissions et de l'informatique (DTI), entreprises publiques et privées, associations. 1993

métrage : 2

² Les versements 20030442 et 20030448 ont été retrouvés dans les locaux de la DATAR. Ils concernent les activités de Pierre-Henri Paillet en 1992-1993, avant qu'il ne soit nommé Délégué interministériel à l'aménagement et à l'action régionale en septembre 1993.

20030448

Dossiers de Pierre-Henri Paillet, directeur général de la société d'économie mixte d'aménagement et de développement économique des Hauts-de-Seine (SEM 92)

art 1 : activités de l'association Demain la France, dossiers de suivi des régions, organisation et activités de la société d'économie mixte d'aménagement et de développement économique des Hauts-de-Seine (SEM 92). 1991-1993

art 2 : courrier adressé par des particuliers, des entreprises et des élus à la SEM 92 et à Charles Pasqua, président du conseil des Hauts-de-Seine. 1991-1993

métrage : 1

20030443

Dossiers de Sébastien Cuny et Michèle Marchetti, conseillère du délégué, en charge de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire (IHEDAT).

art 1 : création de l'IHEDAT. Organisation des sessions 2000, 2001 et 2002. 1983-2002

art 2 : projet d'organisation des séminaires en région. Déroulement de la session 2002. 2000-2002

art 3 : évaluation de la session 2002. Association des anciens auditeurs de l'IHEDAT (association Initiatives pour le développement et l'aménagement des territoires), préparation de la session 2003, dossiers de travail de Michèle Marchetti. 1998-2003

Note : ce versement est complété par les versements 20030444 et 20030445

métrage : 1

20030444

art 1-3 : enregistrements audio (cd-rom) des sessions 2000, 2001 et 2002 de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire (IHEDAT). 2000-2002

3 CD-Roms.

20030445

art 1-15 : cassettes audio réalisées lors des séminaires de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire (IHEDAT). 2000

15 cassettes audio.

20060025

Dossiers de Bernard Leurquin et Michel Kotas, responsables de la préfiguration des pays.

art 1-3 : mise en oeuvre de la politique des pays (classement chronologique). 1994-1997

métrage : 1

20060553

art 1-2 : activités des chefs de cabinet du délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale : opérations de communication, préparation de déplacements. 1984-2003

métrage : 1

20070355

Cabinet du délégué.

art 1-9 : préparation et application de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (loi Pasqua n° 95-115 du 4 février 1995). 1994-1996

art 9 (suite)-17 : préparation de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (loi Voynet n° 99-533 du 25 juin 1999). 1994-2002

métrage : 6

20110034

Enregistrements sonores effectués par la DATAR. 1991-2005

Art. 1-9 : présentation de la loi d'orientation sur l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) sur le thème « aménagement du territoire et politique régionale ». 1995

Art. 10 : Emission du Grand Jury. 1991

Art. 11-12 : séance d'installation du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire (CNADT). 2005

20160232

Cabinet du délégué. 1967-2009

Art. 1-7 : Instances nationales d'aménagement du territoire. 1967-2009

Art. 8-14 : Dossiers thématiques de Nicolas Sokolowski et Myriam Lambert, successivement chefs de cabinet, et d'Eliane Dutarte, conseillère auprès du Délégué. 2000-2008

Métrage : 5

Comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire (CIADT)

19860219

art 1-26 : dossiers des réunions. 1964-1976

métrage : 4

19870493

art 1-7 : dossiers des réunions. 1977-1986

métrage : 2

19940392

art 1-2 : relevés de décisions et comptes rendus. 1963-1993

métrage : 1

Chargés de mission et équipes sectorielles

Les versements de cette rubrique, qui forme le cœur de l'activité de la DATAR, sont présentés par grand thème (développement régional, littoral, transports, activités économiques...). Ces thèmes recouvrent globalement les équipes sectorielles constituées au fil du temps par la DATAR, malgré les changements d'organigramme et de vocabulaire intervenus au fil des décennies. Une équipe sectorielle comprenait plusieurs chargés de mission, en charge d'un portefeuille thématique (santé, recherche, énergie, CPER...) mais aussi, souvent, du suivi d'une ou plusieurs régions.

Cela explique la diversité des archives au sein d'un même versement. Un même versement pouvant aborder plusieurs thèmes, il convient de parcourir l'ensemble de la rubrique pour disposer d'une vision d'ensemble (à titre d'exemple, les services publics en milieu rural se trouvent dans la rubrique « Zones rurales » et non pas dans la rubrique « Services publics »).

Développement régional, planification territoriale et Contrats de plan État-régions (CPER)

19840394

art 1-26 : contrats de pays, dossiers. 1975-1981

métrage : 9

19840649

art 1-4 : décentralisation (localisation): comité de décentralisation : réunions. 1971-1972

art 5 : aménagement du territoire : comité interministériel permanent pour les problèmes d'action régionale et d'aménagement du territoire : comptes rendus de réunions. 1966-1970

art 5-8: entreprises, aides et prêts : dossiers par entreprise. 1964-1970

art 9-12 : banques et établissements financiers : sociétés de développement régional, dossiers. 1971-1976

art 12-15: varia (entreprises, industrie, coopération économique européenne). 1969-1981

métrage : 5

19850595

Versement de Frédéric Pinot de Villechenon, chargé de mission.

art 1-7 : développement régional (classement par région). 1973-1983

métrage : 1

19850746

Versement de Daniel Maquart et Michel Morin, chargés de mission.

art 1-3 : préparation de l'adhésion de l'Espagne à la CEE. 1978-1980

art 4-13 : plan de développement du grand sud-ouest. 1976-1980

art 14-30 : développement régional (classement par région). 1971-1983

métrage : 5

19850747

Versement de Paul Mingasson, chargé de mission.

art 1 : mission d'études en Angleterre sur l'urbanisme. 1977 ; aménagement du sud-Picardie et des vallées de l'Ysieux et de la Thève. 1974-1981

art 1-2 : aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil. 1968-1979

art 3 : rénovation de Paris (dont aménagement de la Villette et des Halles). 1966-1981

art 2, 4-15 : désindustrialisation et urbanisation des départements de la région parisienne (dont aménagement de la Défense). 1965-1982

art 15-16 : développement régional : Alsace (1973-1981) et Midi-Pyrénées (1977-1979).

art 16 : réforme de la prime de développement régional. 1976-1981

métrage : 3

19860118

Versement de Didier Minot, Jean-François Gueulette et Daniel Vincent, chargés de mission.

art 1-5 : préparation des contrats de plan État-région pour le IX^e Plan (classement par région). 1982-1983

art 6-7 : développement de l'agriculture. 1979-1983

art 7 : réforme de la prime d'aménagement du territoire. 1982

art 8 : chronos de Daniel Vincent, chargé de mission. 1981-1982

métrage : 1

19860119

Versement de Bernard Prades, chargé de mission.

art 1-3 : préparation des contrats de pays (classement par région). 1975-1977

métrage : 1

19870103

art 1 : chronos de Michel Rocard, ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. 1981-1983

art 1 : chronos d'Isabelle Massin, conseiller technique au cabinet du ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. 1981-1982

art 1 : chronos de la DATAR. 1979

art 2-8 : aménagement du territoire : dossiers par thème (agriculture, assurances, énergie, entreprises en difficulté, logement, informatique, zones rurales, transports, villes nouvelles). 1968-1983

art 8-10 : actions par zone géographique et par région. 1961-1981

métrage : 3

19880257

Versement de Paul Mingasson, chargé de mission.

art 1-4 : développement régional (classement par région). 1970-1982

art 4-5 : télécommunications et informatique. 1969-1978

art 5 : commerce extérieur : projet de création d'un centre de commerce international au Havre. 1966-1977

art 6-7 : transports ferroviaires : projets de TGV sud-est, services omnibus, modes nouveaux de transports. 1963-1983

art 8 : aménagement du territoire : divers dont banlieues, salles de cinéma. 1974-1981

métrage : 3

19890084

Versement de Muriel Martin-Dupray, chargée de mission.

art 1-6 : développement local : congrès et colloques, études et enquêtes. 1979-1986

métrage : 2

19880188

Versement de Michèle Laperrousaz, chargée de mission.

art 1-3 : IX^e Plan : préparation des contrats de plan. 1982-1983

art 3 : reconversion industrielle, par région (Nord-Pas-de-Calais, Savoie). 1983-1986

art 4 : fonds européen de développement régional (FEDER) : interventions, par région. 1986-1987

art 5 : pôles de conversion, par région. 1983-1986

art 6 : fonds d'intervention culturelle (FIC), culture technique. 1982-1984

art 7 : mission photographique de la DATAR : création, correspondance avec les partenaires, enquête sur le paysage (1984-1985) ; chronos de Philippe Darcel et de Michèle Laperrousaz, chargés de mission (1985-1986).

métrage : 2

19890178

art 1-33 : régionalisation du IX^e plan : préparation des contrats de plan État-régions (classement par région). 1981-1987

métrage : 11

19910079

Versement de Muriel Martin-Dupray, chargé de mission.

Politique de développement local

art 1-5 : opération Chefs-lieux vivants (1986-1988) ; opération Boutiques de gestion (1982-1988) ; chartes intercommunales (1982-1985) ; emploi et épargne dans le développement local (1982-1987) ; pluriactivité (1982-1988) ; insertion professionnelle des jeunes (1983-1986) ; lutte contre l'illettrisme (1984-1987).

Aménagement du territoire

art 5-7 : Franche-Comté (1983-1987) ; correspondance active (1982-1985).

métrage : 2

19920575

Versement de Jacques Le Héricy, chargé de mission. Contrats de plan État-région.

art 1 : IX^e et X^e plans, exécution (exercice 1988) et bilan (années 1984-1987). 1984-1988.

art 2-8 : X^e plan, préparation par département ministériel puis par région. 1987-1988.

métrage : 3

20020275

Équipe régionale et contrats de plan.

art 1-2 : X^e plan : contrats de plan État-régions définitifs, bilan de l'exécution. 1989-1995

art 2 (suite)-4 : XI^e plan : préparation des contrats de plan État-régions : dossiers de François Philizot, conseiller technique. 1990-1995

art 5-13 : XI^e plan : préparation et exécution des contrats de plan État-régions (par région). 1993-1997

art 14-16 : suivi financier des contrats de plan État-régions (par ministère). 1994-1996

art 16 (suite) : évaluation. 1991-1996

métrage : 5

20050026

art 1-2 : élaboration des contrats de plan État-régions (CPER). 1983-1985

art 3 : aménagement de la ville de Paris et de la région Île-de-France. 1965-1981

art 4 : projet de décentralisation du système bancaire (1973-1979) ; informatique en région (1978-1980).

art 5 : études. 1972-1980

métrage : 2

20060552

Élaboration des schémas de services collectifs (SSC)³.

art 1-14 : consultation régionale (classement par région). 1997-2001

art 15-18 : synthèse nationale (classement par type de SSC). 1997-2000

art 19 : synthèse nationale pour tous les types de SSC (classement annuel) ; arbitrages du cabinet du Premier ministre. 1997-2005

art 20-21 : avis sur l'élaboration des SSC. 2001

art 21 (suite) : rapports définitifs. 2000-2001

art 22 : avis sur les SSC. 2001

art 23 : convention sur les trains express régionaux (TER) entre la société nationale des chemins de fer (SCNF) et l'État. 1996-1997

métrage : 8

20070357

Dossiers des chargés de mission régionaux (classement par région). 1983-2005

art 1-2 : Bretagne.

art 2 (suite) : Pays de la Loire.

art 3-4 : Midi-Pyrénées.

art 5 : Alsace.

art 6 : Bourgogne.

art 7 : Franche-Comté.

art 8-9 : Lorraine.

art 10-11 : Languedoc-Roussillon.

³ Huit schémas de services collectifs sectoriels ont été approuvés en 2002 (décret du 18 avril 2002) : enseignement supérieur, culture, santé, information et communication, transports, énergie, sport et espaces naturels et ruraux. Ce dispositif, prévu par la loi Voynet du 25 juin 1999, constitue une tentative de planification stratégique nationale, seulement partiellement réussie. L'élaboration des schémas relevait de l'État mais dans le cadre d'une concertation avec les collectivités locales, les organisations professionnelles, les associations et les autres organismes concourant à l'aménagement du territoire. Une fois élaboré, le projet était soumis à avis aux niveaux national et régional, auxquels s'ajoutaient des consultations spécifiques.

métrage : 4

20080214

Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT).

art 1 : création du FNADT. 1995

art 1 (suite)-2 : programmation du FNADT. 1995-2003

art 3-4 : rapport sur l'utilisation des crédits du FNADT. 1995-2003

métrage : 1

20110030

Directives territoriales d'aménagement (DTA)⁴. 1992-2007

Art. 1-3 : Pilotage interministériel des directives territoriales d'aménagement. 1995-2005

Art. 3 (suite)-10 : Mise en œuvre des directives territoriales d'aménagement. 1992-2007

Métrage : 3

20150579

Dossiers des chargés de mission en charge du développement régional. 1979-2007

Art. 1-21 : Dossiers thématiques. 1987-2007

-Art. 1-6 : Aménagement du territoire.

-Art. 6 suite-11 : Outils de l'aménagement du territoire.

-Art. 12-20 : Ville.

-Art. 20 suite-21 : Économie.

-Art. 21 suite : Zones rurales.

Art. 22-26 : Dossiers par région. 1979-1995

Métrage : 9

20160038

Dossiers des chargés de mission des équipes en charge du développement régional. 1963-2011

Art. 1-24 : Dossiers par région. 1985-2011

-Art. 1 : Alsace. 1999-2000

-Art. 1 (suite)-4 : Aquitaine. 1993-2003

-Art. 4 (suite)-5 : Auvergne. 1997-2004

-Art. 5 : Basse-Normandie. 1996-2004

-Art. 5 (suite) : Bretagne. 1997-2004

-Art. 6-7 : Centre. 1998-2005

-Art. 7 (suite)-9 : Corse. 2001-2007

⁴ Les Directives territoriales d'aménagement ont été instituées par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) du 4 février 1995 et complétées par la loi LOADDT du 25 juin 1999 ainsi que par la Loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000. Elles fixent sur certaines parties du territoire « les orientations fondamentales de l'Etat en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et de mise en valeur des territoires » ainsi que ses « principaux objectifs de localisation des grandes infrastructures de transport, des grands équipements et de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages ». Elles représentent des documents stratégiques de planification territoriale à long terme (20 ans), à mi-chemin entre la mise en oeuvre des politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

-Art. 9 (suite)-12 : Île-de-France. 1985-2000
-Art. 12 (suite) : Languedoc-Roussillon. 1989
-Art. 13 : Limousin. 1996-2001
-Art. 14-15 : Haute-Normandie. 1990-2004
-Art. 15 (suite) : Pays de la Loire. 2000-2003
-Art. 16 : Picardie. 1997-2004
-Art. 17 : Poitou-Charentes. 1998-2002
-Art. 18-23 : Provence-Alpes-Côte d'Azur. 1998-2011
-Art. 23 (suite)-24 : Rhône-Alpes. 1997-2004
Art. 25-30 : Dossiers thématiques. 1963-2003

Métrage : 10

20160501

Dossiers des équipes en charge du développement régional et des contrats de plan. 1992-2007

Art. 1-10 : Contrats de plan État-régions (CPER) 1994-1999. 1992-2002
Art. 10 suite-50 : Contrats de plan État-régions (CPER) 2000-2006. 1997-2007
Art. 50 suite-51 : Réseaux de ville. 1997-2000

Métrage : 17

20180359

Dossiers des chargés de mission de l'équipe en charge du développement régional et des CPER. 1967-2009

Art. 1-6 : Politique de développement régional (dont « Grands chantiers »). 1991-2005
Art. 6 (suite)-10 : Dossiers par zone géographique. 1967-2009

Métrage : 3

Grand débat national sur l'aménagement du territoire (1993-1994)

19970280

Dossiers de Michel Kotas, chargé de mission (secrétaire général du Grand débat). 1993-1994

art 1 : correspondance active. 1993-1995
art 2-3 : débat national : organisation, déroulement. 1993-1994. Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire: préparation. 1993-1995
art 4-11 : débat national : suivi régional. 1993-1994 ; déplacements ministériels. 1993-1994, 1995
art 12 : déplacements de Pierre-Henri Paillet, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. 1995
art 12-13 : manifestations (séminaires, colloques, concours). 1993-1995
art 14-15 : communication (méthode et moyens). 1993-1994
art 16 : revue de presse. 1993-1994

métrage : 5

19980040

Dossiers de Michel Kotas (chargé de mission), secrétaire général du grand débat.
art 1 : débat national : organisation, déroulement, suites 1993-1995.

métrage : 1

Zones rurales, montagne, tourisme, littoral

19840645

art 1-15 : Politique de la mer, aménagement du littoral, thermalisme, zones rurales.
1970-1981

métrage : 5

19850290

Dossiers de Jean-François Donzier et Jean Bouchet, chargés de mission.

art 1 : aménagement du territoire dans le cadre européen : études prospectives et comparaisons internationales. 1974-1979

art 2-3 : contrats de pays et contrats de plan. 1976-1982

art 4 : budget de la régionalisation. 1979-1982

art 5 : convention de développement culturel. 1982

art 5-9 : développement des villes moyennes, des petites villes et organisation d'études d'aires métropolitaines. 1967-1982

art 9-17 : aménagement des zones de montagne. 1976-1983

art 18-21 : aménagement du littoral. 1969-1980

art 22-40 : rénovation rurale et opérations groupées d'aménagement foncier (OGAF).
1964-1983

art 41-42 : plan d'aménagement du grand sud-ouest. 1976-1983

art 42-43 : plan d'aménagement ouest-atlantique. 1972-1981

art 43-56 : études réalisées ou commanditées par la DATAR. 1975-1983

métrage : 9

19850744

art 1-8 : fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR),
création et activités. 1979-1985

métrage : 1

19850593

Versement de Claude Bernet et Emmanuel de Saint-Vincent, chargés de mission.

art 1 : développement de la culture scientifique et technique et création de centres
culturels scientifiques et techniques (dont musée de la Villette). 1979-1983

art 2-3 : préparation des contrats de plan du VII^e plan. 1979-1984

art 4-6 : équipement touristique (dont travaux du groupe Merlin). 1974-1983

art 7-13 : aménagement du littoral : inventaire permanent, conchyliculture, protection
du littoral atlantique contre les raz-de-marée, aménagement des littoraux picard et
vendéen, activités de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine
(MIACA). 1973-1983

métrage : 2

19860565

Versement de Philippe Navarre, chargé de mission.

art 1 : contrats de plan pour le IX^e Plan (tourisme). 1983-1985

art 2-4 : aménagement du littoral. 1980-1985

art 5 : tourisme et loisirs. 1982-1985

art 5 : voyage du Président de la République en Aquitaine : préparation. 1984

métrage : 1

19860240

art 1-9 : aménagement rural et développement de zones de montagne. 1976-1982

métrage : 2

19870736

Versement d'Emmanuel de Saint-Vincent, chargé de mission.

art 1 : aménagement du territoire dans le secteur du tourisme et des loisirs (1980-1984) ; aménagement du littoral en Bretagne et Languedoc-Roussillon (1980-1984).

métrage : 1

19910384

art 1 : industrie, chambres de commerce et d'industries. 1975-1981

art 2 : fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) ; fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM). 1973-1986

art 3 : voirie. 1975-1984

art 4 : télécommunications, constructions scolaires. 1975-1985

art 5-16 : fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR). 1973-1988

art 17-18 : correspondance active. 1980-1986

art 19 : correspondance active et passive. 1983-1987

métrage : 6

19920326

art 1-4 : fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : programmes 1986, 1987, 1988 : mise en œuvre, bilans, réunions du comité de gestion. 1986-1988

métrage : 1

19920535

art 1 : réforme régionale : préparation du projet de loi référendaire (octobre-novembre 1968) ; groupe de travail pour la coordination des réformes municipales, départementales et régionales (groupe Chaussade) : activités (février-juin 1970) ; secrétariat permanent pour les problèmes de l'eau (1968-1971) ; comité national de l'eau : réunions (1968-1970) ; Loire : Société d'économie mixte de la communauté de la Loire et de ses affluents (SEMECLA) (1969-1970) ; agences financières de bassin (1968-1970) ; commission pour l'étude de la fusion des ports autonomes de Rouen et du Havre (commission Barre) : activités, rapport (1966) ; sociétés d'économie mixtes 1964-1965 dont : groupe de travail interministériel sur les sociétés d'économie mixte (groupe Lalanne) : activités, rapport (1965).

art 2 : zones industrielles : programmation 1964-1967 dont groupe interministériel de programmation des zones industrielles devenu groupe interministériel foncier ; plan grand sud-ouest : mise en oeuvre (1979-1981) ; correspondance active de François Logerot, chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (juin 1967-août 1968) ; correspondance active de Jacques Lefevre, chargé de mission à la DATAR (septembre 1968-décembre 1970).

art 3-4 : Sophia-Antipolis (Valbonne) : parc international d'activités : mise en oeuvre (1975-1982) dont groupe interministériel de coordination Valbonne : réunions (1975-1979), suivi financier (1978, 1980, 1981).

métrage : 2

19890180

Versement de Jean-François Donzier, chargé de mission.

art 1-7 : développement des zones de montagne (dont création des comités de massif, développement de l'agriculture et du tourisme). 1977-1986

métrage : 2

19860564

Versement de Philippe Garcel, chargé de mission.

art 1 : Jeux olympiques de 1992 : candidatures de Paris et Albertville. 1983-1985

art 2 : aménagement du littoral : schéma d'aménagement du littoral breton. 1978

art 3 : fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV). 1982-1985

art 3-4 : sidérurgie : restructuration de la région Nord-Pas-de-Calais. 1984-1985

art 4 : commission nationale pour le développement social des quartiers. 1982-1985

métrage : 1

20060550

Politique de la montagne.

art 1-2 : Conseil national de la montagne : dossiers de séance. 1990-2001

art 3 : commissariat à l'aménagement des massifs. 1996-2002

art 4 : préparation du plan montagne et du plan Massif central. 1990-1998

art 5 : fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) ; conventions interrégionales de massif. 1984-2000

métrage : 2

20070358

Assises du monde rural.

art 1-5 : préparation et suivi des consultations départementales conduites par les préfets et les sous-préfets. 1992-1993

art 5 (suite) : préparation des réunions interrégionales. 1992-1993

art 6 : propositions et orientations à la suite des assises. 1992-1993

métrage : 2

20080217

Service public en milieu rural.

art 1-3 : mesures et mission sur l'adaptation des services publics en milieu rural. 1989-2000

métrage : 1

20090334

Suivi et mise en valeur des politiques en faveur de la montagne.

art 1-2 : Conseil national de la montagne (CNM). 1985-1991

art 3-6 : organisation de l'année internationale de la montagne (AIM). 2001-2004

métrage : 2

20160148

Dossiers des chargés de mission des équipes en charge des zones rurales et du développement local. 1974-2007

Art. 1-12 : Zones rurales. 1989-2007

Art. 12 (suite)-21 : Montagne. 1974-2007

Art. 22 : Tourisme. 1984-2003

Métrage : 7

20160582

Dossiers de l'équipe zones rurales et développement local relatifs à la montagne et au tourisme. 1983-2009

Art. 1-6 : Montagne. 1983-2009

Art. 7-10 : Tourisme. 1992-2006

Art. 10 (suite)-14 : Zones rurales. 1995-2006

Art. 15 : Littoral. 2000

Métrage : 5

20170075

Dossiers de l'équipe zones rurales et développement local relatifs aux services publics en milieu rural. 1985-2008

Art. 1-8 : Politique d'aménagement. 1988-2008

Art. 8 suite-27 : Services publics en milieu rural. 1985-2008

Art. 27 suite-34 : Dossiers thématiques. 1987-2007

Métrage : 11

200170207

Dossiers des chargés de mission de l'équipe zones rurales et développement local. 1980-2010

Art. 1-14 : Zones rurales. 1989-2010

Art. 15-23 : Montagne. 1980-1997

Métrage : 8

20170409

Dossiers de labellisation de la première génération des Pôles d'excellence rurale (PER). 2005-2011

Art. 1-2 : Organisation et modalités de sélection. 2005-2011

Art. 2 suite-34 : Dossiers labellisés classés par département. 2006

Métrage : 11

20180658

Dossiers des chargés de mission pour les zones rurales et le développement local relatifs au littoral. 1999-2009

Art. 1-24 : Instances de pilotage. 1999-2009

Art. 25-32 : Législation et relations avec le Parlement. 1999-2007

Art. 33-68 : Aménagement du littoral. 2000-2007

Métrage : 6

Études et prospective

19860647

Versement de Charles Napoléon, chargé de mission.

art 1-8 : organisations régionales d'études d'aménagement. 1976-1981

art 8-10 : chronos de divers chargés de mission. 1976-1984

métrage : 2

20110032

Travaux et programmes de prospective. 1990-2005

Art. 1-10 : Programme « prospective et territoire ». 1990-1995

-Art. 1 : Présentation et lancement du programme de prospective. 1990-1993

-Art. 1 (suite)-2 : Fonctionnement. 1991-1994

-Art. 2 (suite)-6 : Suivi des travaux des groupes de prospective. 1990-1995

-Art. 6-10 : Opération "Avenir et territoires". 1992-1994

Art. 11-15: Programme « Territoires 2020 ». 1998-2005

-Art. 11 : Équipe prospective et études. 1998-2001

-Art. 11 (suite)-12 : Conseil scientifique. 1999-2003

-Art. 13: Constitution et animation des Groupes de prospective. 1999-2004

-Art. 13 (suite)-14: Suivi des travaux des groupes de prospective. 1999-2003

-Art. 14 (suite)-15 : Séminaire Prospective-Info. 1999-2005

Métrage : 5

20170518

Dossiers des directeurs en charge de la prospective et du pôle « prospective ». 1972-2010

Art. 1-5 : Activités du pôle « prospective ». 1972-2010

Art. 6-7 : Partenariat scientifique et direction de publication. 1992-2009

Métrage : 2

Services publics et réforme de l'État

19840644

art 1-6 : administrations, établissements d'enseignement supérieur : déconcentration (localisation). 1964-1982

métrage : 2

19840646

art 1-2 : collectivités locales : réforme commission pour le développement des responsabilités locales (commission Guichard) : activités. 1976-1977

métrage : 1

19840650

art 1-12 : administration, enseignement supérieur, entreprises : déconcentration (localisation). 1965-1975

métrage : 2

19920535

art 1 : réforme régionale : préparation du projet de loi référendaire (octobre-novembre 1968) ; groupe de travail pour la coordination des réformes municipales, départementales et régionales (groupe Chaussade) : activités (février-juin 1970) ; secrétariat permanent pour les problèmes de l'eau (1968-1971) ; comité national de l'eau: réunions (1968-1970) ; Loire : Société d'économie mixte de la communauté de la Loire et de ses affluents (SEMECLA) (1969-1970) ; agences financières de bassin (1968-1970) ; commission pour l'étude de la fusion des ports autonomes de Rouen et du Havre (commission Barre) : activités, rapport (1966) ; sociétés d'économie mixtes 1964-1965 dont: groupe de travail interministériel sur les sociétés d'économie mixte (groupe Lalanne) : activités, rapport (1965).

art 2 : zones industrielles : programmation 1964-1967 dont groupe interministériel de programmation des zones industrielles devenu groupe interministériel foncier ; plan grand sud-ouest : mise en oeuvre (1979-1981) ; correspondance active de François Logerot, chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (juin 1967-août 1968) ; correspondance active de Jacques Lefevre, chargé de mission à la DATAR (septembre 1968-décembre 1970).

art 3-4 : Sophia-Antipolis (Valbonne) : parc international d'activités : mise en oeuvre (1975-1982) dont groupe interministériel de coordination Valbonne : réunions (1975-1979), suivi financier (1978, 1980, 1981).

métrage : 2

19920424

Régionalisation du budget.

art 1 : groupe d'étude sur la régionalisation du budget (groupe Delafosse), préparation des circulaires et procédure budgétaire. 1963-1974

art 1-20 : conférences administratives régionales, demandes des régions et fiches d'opérations, par ordre chronologique, par région et par département ministériel. 1971-1981

Activités économiques, entreprises et industrie

19830551

art 1-35 : aides aux entreprises (primes d'orientation, de développement régional) industries agro-alimentaires. 1975-1981

métrage : 12

19840396

art 1-35 : industries agro-alimentaires : aides et prêts : dossiers par entreprise. 1980-1983

métrage : 3

19840476

art 1-31 : investissements étrangers en France. 1971-1976

métrage : 10

19840648

art 1-13 : entreprises étrangères, dossiers par entreprise. 1970-1979

métrage : 4

19850056

art 1-29 : aides aux entreprises (par département et par entreprise). 1957-1977

métrage : 10

19850589

Versement de Charles Caretti, chargé de mission.

art 1 : décentralisation des banques et établissements financiers (dont travaux du groupe Mayoux). 1978-1980

art 2 : sociétés de développement régional (S.D.R.) et instituts de participation : rôle et activités. 1975-1979

art 3 : prime régionale à la création d'entreprises industrielles : modalités d'attribution. 1977-1980

métrage : 1

19850590

art 1-23 : investissements étrangers en France (classement par département et par entreprise). 1960-1981

métrage : 4

19850592

Versement d'Yves Morin, chargé de mission.

art 1-3 : sidérurgie: reconversion industrielle de la Lorraine, du Nord-Pas-de-Calais, de la Basse-Normandie et autres. 1977-1983

art 3-8 : entreprises en difficulté : réforme des procédures de prévention et de traitement. 1977-1984

métrage : 1

19850591

Versement de Jacques Algis, chargé de mission.

art 1-2 : télédiffusion : résorption des zones d'ombre (classement par région). 1975-1981

art 3 : contrats de pays concernant la Bretagne. 1977-1983

métrage : 1

19860069

art 1-42 : aménagement régional et de zones industrielles (classement par région). 1969-1983

art 43-45 : statistiques sur l'évolution des surfaces des zones industrielles (par région). 1977-1980

art 45-46 : fichier des zones industrielles. 1976-1979

art 47-50 : financement de zones industrielles par la Caisse des dépôts et consignations. 1974-1981

art 51-55 : création d'usines relais (classement par département). 1978-1982

métrage : 9

19860120

art 1-5 : fonds de développement économique et social (FDES), aides aux entreprises (classement par région). 1960-1983

métrage : 1

19860124

art 1 : contrats de bassin d'emploi. 1979-1982

art 2-4 : réutilisation de friches industrielles. 1979-1984

art 2-3, 5 : réhabilitation urbaine. 1981-1983

art 2 : pollution saline du Rhin. 1982

métrage : 1

19860648

art 1-5 : conversion industrielle. 1982-1985

art 6 : rénovation rurale. 1983-1985

art 7 : aide aux PME. 1984

art 7-9 : chronos de Jean-Martin Gousset, chargé de mission. 1983-1985

métrage : 2

19870494

art 1 : projets d'opérations intégrées de développement (OID)⁵. 1982-1985

métrage : 1

⁵ Les opérations intégrées de développement ont été lancées en 1984 par la CEE. Il s'agit « d'un ensemble cohérent d'actions et d'investissements publics et privés » portant sur « une zone géographique limitée, affectée par des problèmes particulièrement graves, et notamment par un retard de développement ou un déclin industriel et urbain, susceptibles d'affecter le développement de la région en cause ».

19870315

art 1-4 : prime d'aménagement du territoire, classement par région. 1981-1985
art 5, 7 : aménagement industriel: projets d'usines-relais, fonds d'aide à la décentralisation pour l'équipement des zones industrielles, financement des bâtiments industriels dans le grand sud-ouest, études sur la localisation de l'industrie dans la région Centre. 1970-1984
art 5 : aménagement des banlieues. 1979-1981
art 6-7 : interventions économiques des régions et collectivités locales. 1976-1983
art 7 : aménagement de la métropole du Nord-Pas-de-Calais. 1983-1985
art 7 : allègement de la fiscalité locale en faveur de l'industrie. 1981-1984

métrage : 2

19870316

art 1-7 : entreprises : aides et prêts, classement par entreprise. 1964-1980

métrage : 2

19870696

Versement de Jean-Claude Jeanneret, chargé de mission.

art 1-2 : aménagement du territoire : localisation de la fabrication de matériel de télécommunication. 1975-1982

métrage : 1

19870697

Versement de Michel Bellier, chargé de mission.

art 1-3 : entreprises : développement et restructuration. 1974-1981

métrage : 1

19880187

art 1-2 : études relatives aux possibilités de financement par les banques et établissements financiers du développement régional et local (crédit aux entreprises, marché financier, cotation des PME). 1977-1985

métrage : 1

19880518

Équipe industrielle. 1981-1986

art 1-7 : investissements français à l'étranger, investissements étrangers en France.

art 7-11 : aides aux entreprises, classement par secteur d'activité et par entreprise.

art 12-17 : reconversion industrielle du Nord-Pas-de-Calais et de la Lorraine.

métrage : 6

19880188

Versement de Michèle Laperrousaz, chargée de mission.

art 1-3 : IX^e Plan : préparation des contrats de plan. 1982-1983

art 3 : reconversion industrielle, par région (Nord-Pas-de-Calais, Savoie). 1983-1986

art 4 : fonds européen de développement régional (FEDER) : interventions, par région. 1986-1987

art 5 : pôles de conversion, par région. 1983-1986

art 6 : fonds d'intervention culturelle (FIC), culture technique. 1982-1984
art 7 : mission photographique de la DATAR : création, correspondance avec les partenaires, enquête sur le paysage (1984-1985) ; chronos de Philippe Darcel et de Michèle Laperrousaz, chargés de mission (1985-1986).

métrage : 2

19910077

Versement de Dominique Desprez et de Bruno Duthoit, chargés de mission.
art 1-17 : pôles de conversion : dossiers par région. 1982-1988.

métrage : 6

19910078

art 1-12 : fonds d'aide à la décentralisation (FAD)⁶, dossiers d'attribution des aides par ordre chronologique. 1973-1982

métrage : 4

19920409

Versement de Bernard Tandeau, chargé de mission.
art 1 : participation de la DATAR aux travaux et négociations préparatoires à la conclusion d'un accord entre le gouvernement français et l'entreprise Walt Disney. 1984-1986

métrage : 1

19930350

Versement de l'équipe "localisation des activités" en particulier Bertrand Giret et François Soulmagnon, chargés de mission à la DATAR.
art 1-6: emploi, par région; entreprises, par entreprise ; conversion industrielle. 1974, 1982-1989

métrage : 2

19940545

Versement de Colette Pommier, responsable de l'équipe localisation des activités.
art 1-9 : actions en faveur du développement local et de l'insertion, notamment études prospectives sur les grands chantiers d'aménagement du territoire (grandes régions), plans emploi, comité national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE), comité de liaison des bassins d'emploi, FRILE (fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi).1989-1993

métrage : 3

19930515

Cellule "investissements étrangers" au sein de l'équipe industrielle de la DATAR.

art 1-5 : création des bureaux à l'étranger de la DATAR, budget et activités. 1969-1989.

⁶ Fonds d'aide géré par la DATAR visant à inciter des entreprises situées en région parisienne à partir s'implanter en région.

art 6-39 : bureaux de la DATAR dans les pays étrangers (USA, RFA, Japon, Grande-Bretagne, Espagne, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Italie, Scandinavie), documentation, études et activités, par pays. 1969-1989

art 39-40 : activités de la DATAR au Canada, en Égypte et au Proche-Orient. 1973-1979

art 40-42 : activités de la DATAR à Singapour et en Australie. 1970-1974

art 43 : quartiers généraux des multinationales, étude ; réunions du comité interministériel des investissements étrangers (1972-1975). 1971-1976

art 44-50 : recueils chronologiques de correspondance de la cellule "investissements étrangers" et de ses chargés de mission. 1972-1987

métrage : 17

19930090

Versement de Jean-Pierre Clamadieu, chargé de mission.

art 1-2 : conversion industrielle, par région (Aquitaine, Haute et Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes). 1983-1990.

métrage : 1

19990018

art 1-31 : dossiers de Pierre Durand, responsable du centre interministériel d'information pour les opérations d'adaptation et de décentralisations industrielles à la DATAR. Aides et prêts aux entreprises, classés par département. 1957-1987

métrage : 10

20020491

Équipe activités économiques. Dossiers d'attribution des primes à l'aménagement du territoire (PAT).

art 1-52 : primes et aides aux entreprises (classement par département et par nom d'entreprise). 1971-1992

métrage : 17

20060290

Dossiers d'Alain Breau, chef de l'équipe industrielle à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

art 1-2 : aides au développement régional. 1971-1979

art 3 : politique industrielle : mesures en faveur des régions. 1978-1981

art 4 : fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI), industrie des télécommunications. 1976-1981

métrage : 1

20070356

Équipe mutations économiques. Dossiers relatifs à la reconversion industrielle.

art 1-6 : relance de la politique de conversion industrielle : mise en œuvre des décisions du Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIADT) du 13 avril 1987, évaluation des dispositifs existants, suivi des travaux du centre européen de ressources sur les reconversions et les mutations (CERAM). 1982-2003

art 6 (suite)-12 : mise en œuvre des mesures en faveur de la reconversion industrielle: action régionale, zones d'investissements privilégiées, prêts locatifs, aides. 1982-2000

métrage : 4

551AP/6-12

Archives de l'amiral Marcel Duval, chargé de mission prospection à la DATAR de 1977 à 1982 :

551AP/6. Dossiers d'activités auprès de la DATAR. 1971-1981.

551AP/7-8. Firmes multinationales américaines. 1977-1982.

551AP/9-10. Prospections industrielles en France. 1979-1981.

551AP/11-12. Financements étrangers en France et divers. 1978-1981.

20070072

Agences de développement économique.

art 1 : minutiers chronologiques. 1983-2002

art 1 (suite)-2 : réunions des commissaires. 1999-2002

art 3 : association pour le développement industriel de la Loire (ADIL), association pour l'expansion industrielle de la lorraine (APEILOR). 1993-2001

art 4 : association pour le développement industriel et économique du Massif central (ADIMAC), association Champagne Ardennes Picardie développement (CAPD). 1975-2002

art 5 : comité de pilotage de l'industrie de l'île de La Réunion, association Franche-Comté développement. 1999-2002

art 6 : association Languedoc-Roussillon prospection, association Midi-Pyrénées expansion. 1983-2003

métrage : 2

20080218

Opération intégrée de développement (OID).

art 1 : région Auvergne. 1984-1988

art 1 (suite)-2 : région Limousin. 1984-1987

Action d'aménagement du territoire

art 2 (suite) -4 : mission interministérielle pour le développement et l'aménagement de la Bretagne (MIDAB). 1984-1988

art 5-6 : opération intégrée de développement de la Bretagne centrale. 1982-1988

métrage : 2

20090332

Dossiers de Paulette Pommier, chargée de mission.

art. 1 : suivi de l'opération « formation développement ». 1991-1996

métrage : 1

20090338

Mission interministérielle sur les mutations économiques (MIME).

art 1 : création, organisation et fonctionnement de la mission. 1999-2005

art 2 : mission d'animation et rencontres. 2003-2005

art 2 (suite) : coordination des politiques de mutations économiques. 2003-2005

art 3-7 : réunion de suivi de crise. 2003-2005

art 8-15 : veille sur les mutations économiques. 1999-2005

métrage : 5

20110033

Appel à projets sur les systèmes productifs locaux (SPL)⁷. 1996-2007
Art. 1-2 : Appel à projets phase 1 et 2. 1996-2003
Art. 3-5 : Comité et commission nationale de sélection. 1998-2007
Art. 6-9 : Dossiers des candidatures retenues. 1998-2003

Métrage : 3

20150927

Dossiers des chargés de mission des équipes en charge du développement et des mutations économiques. 1990-2014

Art. 1 : Politique industrielle. 1999-2002
Art. 1 (suite)-25 : Contrats de site et autres dispositifs territoriaux de soutien à l'activité économique (classés par région). 1990-2014

Métrage : 8

20160448

Dossiers de l'équipe mutations et développement économiques relatifs aux entreprises en difficulté et aux reconversions industrielles. 1984-2010

Art. 1-14 : Dossiers thématiques. 1989-2010
-Art. 1-5 : Suivi des mutations économiques. 2005-2007
-Art. 5 (suite)-7 : Industrie. 1995-2010
-Art. 7 (suite)-10 : Economie, entreprises et emploi. 1993-2010
-Art. 11-12 : Défense. 1989-2000
-Art. 12 (suite)-14 : Affaires européennes et internationales. 2001-2008
Art. 14 (suite)-15 : Outils de l'aménagement du territoire. 1984-2003
Art. 16-19 : Dossiers par région. 1989-2009

Métrage : 6

20160486

Dossiers de l'équipe mutations et développement économiques relatifs au développement économique régional et aux investissements étrangers. 1972-1994

Art. 1-6 : Développement économique régional. 1982-1994
-Art. 1 : Généralités. 1982-1990
-Art. 1 (suite)-5 : Dossiers par association. 1987-1994
-Art. 5 (suite)-6 : Dossiers par région. 1982-1994
Art. 6 (suite)-12 : Investissements étrangers en France. 1972-1994

Métrage : 4

⁷ Suite au Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) du 15 décembre 1997, la DATAR s'engage en faveur des Systèmes productifs locaux afin de favoriser au niveau local la constitution ou la consolidation de réseaux de petites et moyennes entreprises et renforcer les structures locales concernées. Cette politique se concrétise par le lancement d'un appel à projet organisé en deux vagues entre 1998 et 2000.

20170001

Dossiers de travail de l'équipe mutations et développement économique relatifs au développement économique, à l'emploi et aux entreprises et industries. 1963-2005

Art. 1 : Législation. 2004-2005

Art. 1 (suite)-8 : Economie et emploi. 1963-2005

Art. 9-26 : Entreprises et industries. 1964-2005

Métrage : 9

20170315

Dossiers des chargés de mission des équipes en charge de la localisation et du développement des activités économiques. 1965-1995

Art. 1-6 : Localisation et développement des activités économiques. 1965-1995

Art. 7-13 : Industrie. 1978-1995

Métrage : 4

20170316

Dossiers des chargés de mission de l'équipe "Politique et facteurs de localisation". 1980-1994

Art. 1-2 : Enseignement supérieur et formation professionnelle. 1980-1993

Art. 3 : Environnement. 1983-1993

Art. 4 : Reconversions industrielles. 1984-1993

Art. 5-7 : Nord-Pas-de-Calais. 1987-1993

Art. 7 (suite) : Culture. 1988-1994

Métrage : 2

20190123

Dossiers de l'équipe "développement économique" relatifs aux Agences régionales de développement (ARD). 1996-2008

Art. 1 : Relations institutionnelles. 1996-2005

Art. 1 (suites)-12 : Agences régionales de développement (ARD). 1997-2008

Métrage : 4

Transports, énergie, environnement

19840299

art 1-10 : politique des transports : dossiers. 1968-1974

métrage : 4

19840393

art 1-34 : politique des transports : dossiers. 1963-1976

métrage : 11

19850438

Versement de Claude Rousseau, chargé de mission.

art 1-10 : transports aériens intérieurs: comparaisons internationales, schémas directeurs, aménagement et équipements d'aéroports, établissement de nouvelles lignes. 1960-1975

art 10-11 : transports maritimes. 1964-1970

art 11-13 : voies navigables : projets de nouvelles liaisons. 1964-1970

art 14 : transport, tourisme, énergie nucléaire. 1968-1979

métrage : 3

19850594

Dossiers de Bernard Giret, chargé de mission.

art 1-6 : schémas régionaux de transports collectifs de voyageurs (classement par région). 1973-1983

métrage : 1

19850737

Versement de Bernard Giret, chargé de mission.

art 1 : villes moyennes. 1974-1976

art 1 (suite) : environnement. 1974-1975

art 2 : politique de l'eau. 1978-1982

art 2 (suite)-9 : politique des transports (dont préparation du VII^e Plan). 1973-1982

art 7 : politique de l'urbanisme. 1977-1979

art 10-11 : développement régional (centre et pays de la Loire). 1973-1982

métrage : 2

19860553

Versement de Bernard Giret, chargé de mission.

art 1-6 : transports ferroviaires (dont TGV et RER). 1975-1985

art 6-11 : transports routiers (dont centres routiers). 1976-1981

art 12 : ports fluviaux et maritimes. 1973-1982

art 12 : financement du barrage Aube. 1979

métrage : 2

19860645

Versement d'Henri Jannet, chargé de mission.

art 1 : conférence nationale d'aménagement du territoire des 6-7 décembre 1978 : préparation et déroulement. 1978

art 2-5 : autoroutes : construction et exploitation. 1970-1983

art 6-14 : liaison fixe transmanche. 1982-1985

art 14-16, 21-22, 26 : voies navigables (dont groupe technique de la commission des grandes liaisons fluviales : 1964-1965). 1973-1984

art 17-21 : aménagement du littoral et constructions portuaires. 1967-1982

art 23-24 : aménagement du territoire en Poitou-Charentes et Pas-de-Calais (1976-1981) ; activités et réforme de la Caisse des dépôts et consignations (1982-1984).

art 25-29 : chronos de divers chargés de mission. 1974-1985

métrage : 6

19870070

Équipe urbanisme et infrastructures.

art 1-13, 17 : transports : chemins de fer, transports routiers. 1970-1982

art 14-16 : aménagement du littoral : zone de Calais-Dunkerque. 1972-1978

art 18-20 : environnement : eau et assainissement. 1975-1981

art 17, 21-22 : divers : bâtiment travaux publics, ville, transports maritimes. 1973-1982

art 23-24 : chronos. 1963-1973

métrage : 4

19870104

art 1-2 : politique de l'audiovisuel, télématique, télédistribution, vidéotransmission, radios locales. 1971-1981

art 2-4 : espace : télédétection. 1976-1981

art 4-5 : énergie : VII^e plan, électricité et gaz, énergie nucléaire, énergies nouvelles, pétrole, charbon. 1971-1981

art 6 : aménagement industriel : petites et moyennes entreprises, entreprises étrangers en France (1973-1979), fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) (1973-1979).

métrage : 2

19880389

art 1-13, 33-34 : aménagement et construction de routes et autoroutes : investissements routiers nationaux, fonds spécial de grands travaux, dossiers par région. 1979-1987

art 13-18 : conversion industrielle : pôles de conversion, dossiers par région. 1980-1986

art 19-20, 31 : eau : activités des comités de bassin et agences financières de bassin Seine-Normandie, grand sud-ouest, Rhin-Meuse. 1980-1986

art 21-27 : transports : modes nouveaux de transports, projets de métro à Lyon et Marseille, schéma d'implantation de la SNCF. 1968-1985

art 27 : aménagement du littoral. 1976-1980

art 27 : constructions navales. 1972-1982

art 27-31, 35 : urbanisme : politique de l'urbanisme, schémas directeurs d'aménagement d'urbanisme et secteurs sauvegardés par ville, Urba 2000, villes nouvelles. 1971-1986

art 34 : politique économique et sociale : planification. 1985

métrage : 12

19930292

Équipe infrastructure-urbanisme-transports.

art 1-16 : dossiers par thème : voirie et transports routiers, transports aériens, transports fluviaux et maritimes, politique de l'eau, villes, banlieues et quartiers, conversions, restructuration, équipements structurants. 1971-1989.

métrage : 5

19890088

Versement de Claude Rousseau, chargé de mission.
art 1-7 : grands chantiers de centrales nucléaires : généralités; dossiers par région. 1976-1984
art 7-16 : politique des transports : transports aériens : organisation générale ; dossiers par région. 1967-1984

métrage : 5

19930410

Versement de Claire Bazy-Malaurie et Noël Lebel, chargés de mission à la DATAR.
art 1-3 : correspondance active. 1990. Préparation de l'exercice 1990. 1989. Aménagement rural. 1989. Fonds structurels européens. 1987-1989. Débat parlementaire, préparation : février 1990. Développement local. 1988. Patrimoine immobilier des houillères du Nord-Pas-de-Calais. 1988-1989. Tunnel sous la Manche. 1987-1989. Contrats de ville et réseaux de ville. 1987-1989. Technologies de la communication. 1986-1989. Lignes aériennes. 1990. Projet de tunnel alpin. 1988-1991.

métrage : 1

On signalera aussi les archives du Groupe de travail auprès de la DATAR chargé de l'étude du transfert du patrimoine immobilier des houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais, présidé par Michel Guillaume :

20090101/58 Installation et travaux du Groupe (1979-1997)

20060555

Dossiers de Claude Rousseau, coordonnateur de la politique des grands chantiers.
art 1 : mise en œuvre et application de la procédure des grands chantiers (notamment nucléaires). 1975-1996
art 1 (suite)-3 : suivi de la mise en œuvre (classement par site). 1975-1995

métrage : 1

20080222

Dossiers de Patrick Faucheur, chargé de mission sur les questions de l'aménagement et de l'environnement.

art 1 : environnement. 1991-1998

métrage : 1

Urbanisme, politique de la ville

19870446

art 1-13 : aménagement urbain, classement par ville ou aire métropolitaine. 1963-1973

métrage : 4

19950154

Secteur infrastructures-ville. Dossiers de Jacques Tavernier, Bernard Robert, Isabelle Bertrand et Sabine Thibaud, chargés de mission.

art 1-5 : chemins de fer et transports aériens. 1978-1991
art 6-8 : voies navigables, transports fluviaux et maritimes. 1978-1991
art 9-12 : tunnels. 1980-1989
art 12-14 : routes et autoroutes, sécurité routière, transports aériens. 1979-1989. Comité de bassin Seine-Normandie. 1984-1986
art 15-16 : bâtiments et travaux publics. 1983-1987. GIRZOM. 1974-1991
art 16-17 : politique de l'urbanisme. 1978-1988
art 17-18 : villes, réseaux de villes. 1988-1991
art 18-24 : réseaux de villes, Strasbourg. 1978-1991
art 25 : ville, parc naturel, logement, 1984-1991
art 26 : voyages du Président de la République. 1981-1986
art 27 : Corse : statut particulier. 1979-1984. Candidature tarentaise JO. 1982-1985. Grand sud-ouest. 1977-1980
art 28 : pôle de conversion Albi-Carmaux. 1984-1985. Pôle européen de Longwy. 1985-1988
art 29 : fonds structurels européens. 1989
art 30 : contrats de plan : X^e plan. 1989
art 31 : contrats de plan particuliers : IX^e plan. 1983-1986. Notes Jacques Tavernier. 1988-1989

métrage : 10

20060256

Équipe ville et infrastructures. Dossiers relatifs à la politique de la ville. 1987-1997
art 1 : politique de la ville. 1988-1995
art 2-4 : chartes d'objectifs. 1987-1997
art 5 : réseaux de villes. 1990-1995

métrage : 2

Recherche et enseignement supérieur

19840284

art 1-21 : établissements d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et technique : implantation, localisation : dossiers. 1974-1981

métrage : 7

19840392

art 1-4 : aménagement du territoire : établissements d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et technique : implantation, localisation : dossiers. 1974-1981

métrage : 1

19870448

Versement de Jean-Paul de Gaudemar, chargé de mission

art 1-2 : projets : exposition universelle de 1989, cité scientifique et technique à Marne-la-Vallée, musée national des sciences techniques et industries à la Villette, Urba 2000. 1982-1984

art 2 : aide à la recherche. 1981

art 3 : reconversion industrielle : pôles de conversion (1983-1984) ; relations avec le bureau de recherches géologiques et minières (1982-1984) ; chrono de Jean-Paul de Gaudemar, chargé de mission (1982-1984).

métrage : 1

19920450

art 1-3 : implantation et évolution des technopoles. 1983-1988

art 4 : recherche scientifique et technique : études de localisations et régionalisation. 1980-1989

métrage : 1

19930291

Versement de Véronique Debisschop, chargé de mission à la DATAR.

art 1-8 : recherche scientifique et technique : préparation des contrats de plan État-région pour le X^e plan (1989-1990), contribution de la DATAR au financement de projets, dossiers par région et par ville (1981-1988). 1981-1990.

métrage : 3

Culture

19930411

Versement de Michèle Laperousaz et Yvonne Dumont de Vries, chargés de mission à la DATAR.

art 1-19 : affaires culturelles: correspondance et dossiers par région. 1980-1990

métrage : 6

20070071

Dossiers des chargés de mission en charge du secteur culture.

art 1 : politique générale de la Délégation interministérielle pour l'aménagement du territoire et l'action régionale (DATAR) en matière de culture. 1994-2003

art 1 (suite)-4 : pôles d'économie du patrimoine. 1994-2003

art 4 (suite) : appel à projet sur les portails culturels territoriaux. 1994-2003

art 5 : programme de soutien à l'équipement en vidéotransmission haute résolution, plan d'action concernant la numérisation du patrimoine, préparation du projet "Lille 2004, capitale européenne de la culture". 1994-2003

métrage : 2

Santé

20090335

Comité interministériel d'aménagement et de développement des territoires (CIADT) de 2002 et 2003 : volet « santé ».

art 1-4 : appel à projet relatif à l'expérimentation de démarches locales partagées de santé, d'action sociale et médicosociale. 2002-2007.

métrage : 1

Nouvelles technologies

20070359

art 1-3 : dossiers du chargé de mission sectoriel en charge des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). 1997-2003

métrage : 1

Chronos courrier

19860566

art 1-4 : chronos de Bernard Latarjet, chargé de mission : mai 1976-janvier 1981.

métrage : 1

19870318

art 1-3 : chronos de divers chargés de mission. 1974-1986

métrage : 1

19890514

art 1-5 : chronos de plusieurs chargés de mission et de Christian Maurin, directeur à la DATAR. 1975-1985.

métrage : 22.

19890664

art 1-4 : chronos de plusieurs chargés de mission. 1965-1987

art 5 : courrier parlementaire. 1965-1987.

art 5 : fonds européen de développement régional (FEDER), emploi au profit des collectivités locales. 1985-1987.

métrage : 2

Questionnaires parlementaires

19860122

Versement d'Hélène Roger-Vasselin, chargée de mission.

art 1-8 : préparation des lois de finances (1974-1981) : réponses aux questionnaires parlementaires.

métrage : 2

19910076

Versement d'Hélène Roger-Vasselin, chargée de mission.

art 1-6 : questionnaires parlementaires concernant le projet de loi de finances. 1976-1988

art. 6 suite-8 : chrono courrier d'Hélène Roger-Vasselin. 1976-1984

art. 8 suite-10 : interventions parlementaires par région. 1984-1988.

métrage : 3

Affaires générales

Courrier

19860308

art 1-50 : correspondance active (chrono général) de la DATAR. 1963-1981

art 51-58 : enregistrement de la correspondance active et passive. 1963-1976

métrage : 6

19880189

art 1-3 : correspondance active (chrono général) de la DATAR. 1974-1983

métrage : 1

19920411

art 1-9 : correspondance active (chrono général) de la DATAR. 1984-1988

métrage : 3

Budget et comptabilité

19870317

art 1-4, 19-20 : documents comptables. 1969-1982

art 5-18 : cotes vacantes.

métrage : 2

19870368

art 1-18 : documents comptables (délégations d'autorisations de programmes). 1963-1986

métrage : 6

19920329

art 1-2 : préparation des lois de finances pour les exercices 1987 et 1988 : questionnaires des commissions parlementaires et réponses de la DATAR. 1986-1987

métrage : 1

19920449

art 1-3: budget de l'aménagement du territoire, préparation, exécution: exercices 1983 à 1989.

art 3-4 : bilan des politiques de conversion industrielle. 1986-1988

art 4 : syndicat mixte pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon, budget et activités. 1985-1989

art 4-5 : fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT): exercices 1983-1989

métrage : 2

19940431

art 1-4 : lois de finances, exercices 1991 et 1992, discussions parlementaires: questionnaires des commissions parlementaires sur l'aménagement du territoire et réponses. 1990-1991.

métrage : 1

Ressources humaines

20080219

art 1-2 : dossiers des instances consultatives de la délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT). 1982-2000

métrage : 1

Service de documentation : études

19850431

art 1-109 : études réalisées ou commanditées par la DATAR (classement chronologique). 1965-1975.

métrage : 18

19870492

SESAME (système d'études du schéma d'aménagement de la France).

art 1-6 : études relatives à l'aménagement du territoire. 1965-1979.

art 7-8 : organisation et activités. 1945-1985

métrage : 3

19890517

art 1-5 : séminaires de réflexion sur le fonctionnement de la DATAR et participation de la DATAR à des colloques ou journées d'études (classement chronologique). 1968-1987

métrage : 2

19900319

art 1-44 : études réalisées ou commanditées par la DATAR (classement chronologique). 1970-1978.

métrage : 15

Voir aussi les articles 19850290/43-56.

19920327

art 1-32: cartes relatives à l'aménagement du territoire : données économiques, démographiques, financières, zones d'action de la DATAR. 1975-1985.

Voir aussi 21 films versés aux Archives nationales et déposés au Centre national de la cinématographie (CNC) en 1992 (bordereaux 30 191 à 30 195 du CNC).

19940018

art 1-7 : études commanditées par la DATAR, par ordre chronologique. 1963-1967.

métrage : 2

20030272

Service de documentation.

art 1-30 : système d'études du schéma d'aménagement de la France (SESAME) : études relatives à l'aménagement du territoire. 1965-1984

métrage : 10

20040096

Dossiers de Nelly Bobtcheff, responsable du centre de documentation de la DATAR.

art 1 : élaboration du schéma directeur des systèmes d'information dans les services du Premier ministre, documentation dans les services du Premier ministre. 1985-1986.

métrage : 1

20060024

art 1-25 : études commanditées par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) de 1979 à 1987.

métrage : 8

20060551

art 1-52 : études relatives à l'aménagement du territoire. 1983-1992

métrage : 17

20080220

art 1-8 : études sur l'aménagement du territoire. 1973-1993

métrage : 3

20080221

Rencontres sur l'aménagement du territoire. 1975-1980

art 1 : conseil central de planification. 1975-1977

art 1 (suite) : conférence nationale de l'aménagement du territoire à Vichy (Allier) les 6 et 7 décembre 1978. 1978-1980

métrage : 1

20090337

art 1 : enquêtes d'opinion sur l'aménagement du territoire. 1965-2003

métrage : 1

20110031

Art 1-30 : Études réalisées ou commanditées par la DATAR. 1991-1996

Métrage : 10

20140486

Art. 1-26 : Etudes réalisées ou commanditées par la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR). 1994-1999

Métrage : 9

Communication

19910278

art 1 : "L'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon", durée 20 mn. "Les raisons de la colère", durée 25 mn. 1981

art 2 : "Les quinze ans de la DATAR. A comme aménagement du territoire", durée 16 mn 10 s. s.d.

Vidécassettes, format u-matic, standard secam, 30 et 60 mn.

20110035

Art. 1-3 : Enregistrement audiovisuel de la rencontre organisée à la Sorbonne pour les 40 ans de la DATAR. 2003

Communicabilité : libre

20110036

Art 1-6 : Enregistrements audiovisuels réalisés par la DATAR lors de manifestations concernant l'aménagement du territoire ou commandités par la DATAR. 1990-2003

Mission photographique (1984-1988)

A l'occasion de ses 20 ans, la DATAR lance une commande artistique ayant pour objet de « représenter le paysage français des années 1980 », avec le soutien financier d'administrations publiques et d'entreprises privées. Le Comité interministériel d'aménagement du territoire du 18 avril 1983 constitue l'acte fondateur du projet. Prévue pour une seule année à l'origine, l'opération est reconduite jusqu'en 1988, et réunit les travaux de 29 photographes français et étrangers. Les photographes étaient laissés libres du choix du sujet, la seule contrainte étant de passer plusieurs mois sur le terrain.

Les archives photographiques de la Mission photographique sont conservées à la Bibliothèque nationale de France (BnF).

20040212

Dossiers de la Mission photographique de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) dirigée par Bernard Latarjet et François Hers. 1978-1991.

art 1 : création, organisation et fonctionnement de la mission photographique. 1978-1991.

art 2 : relations avec les photographes. 1983-1989.

art 3 : réalisations des campagnes de prises de vue, conservation du fonds iconographique. 1983-1988.

art 4 : organisation de l'exposition "paysages photographies : travaux en cours. La mission photographique de la DATAR". 1984-1990.

art 4 (suite) : préparation et diffusion des publications de la mission photographique. 1984-1990.

art 5-6 : candidatures refusées de photographes. 1983-1988.

art 6 (suite) : courrier adressé par des particuliers et des organismes publics et privés à la mission photographique. 1983-1988.

art 7-9 : publications sur la mission photographique. 1984-1991.

métrage : 3

20090336

Fonds photographique de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

art 1 : manifestations de la DATAR et du comité interministériel à l'aménagement du territoire (CIADT) : photographies. 1968-2002

métrage : 1

Europe et fonds structurels européens**19860070**

art 1-4 : fonds européen de développement régional (FEDER), rôle, réforme, activités. 1978-1984

métrage : 1

19920607

Programmes intégrés méditerranéens (PIM)⁸.

art 1-9 : organisation administrative : activités de la mission PIM et de la mission d'appui à la formation et au développement dans les PIM.

art 10-28 : dossiers par région. 1983-1990

métrage : 10

20060255

Programmes européens de 1994 à 1999.

art 1-15 : fonds structurels communautaires (objectif 1, objectif 2 et 5 b). 1993-2000

art 16-24 : programmes d'initiatives communautaires (PIC) : PIC PME, PIC RETEX, PIC ADAPT). 1992-2004

art 25-31 : autres programmes européens (programme plurirégional défense, programmes nationaux d'assistance technique : objectif 2 et 5 b). 1994-2003

métrage : 10

19860646

Versement de Philippe Chain, chargé de mission.

art 1-9 : régions frontalières du Nord et de l'Est. 1969-1979

art 10-22 : fonds européen de développement régional (FEDER), réunions du comité de gestion. 1975-1984

art 23 : fonds social européen : divers dont programme de développement régional. 1981

métrage : 4

19910080

Versement de Jean-François Drevet, chargé de mission politique européenne d'aménagement du territoire.

⁸ En raison de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au marché commun en 1986, les Programmes intégrés méditerranéens (PIM) ont été conçus à l'initiative de la CEE pour préparer la Grèce et les régions méridionales d'Italie et de France à affronter la nouvelle concurrence créée par l'élargissement.

art 1-6 : fonds européen de développement régional (FEDER): activités, financement, réforme (1976-1987) ; pôle européen de développement (1985-1988) ; opérations intégrées de développement (OID), programmes nationaux d'intérêt communautaire (PNIC) (1979-1987).

art 6-10 : élargissement de la communauté économique européenne à l'Espagne (1980-1986) ; fonds social européen (1981-1986) ; politique agricole commune (1981-1986); politique de la communauté en faveur des petites et moyennes entreprises (1986-1987) ; comité de politique régionale (1982-1987) ; conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire à Lillehammer (Pays-Bas) (1984); conseil de l'Europe : comité directeur pour l'aménagement du territoire (1981-1984) ; conseil européen du 27 mars 1984 : préparation de l'acte unique (1984-1987).

art 11-15 : colloque franco-britannique sur le développement technologique (1984) ; programme communautaire technologique (1986, 1988) ; programmes de développement régional (1982-1988) ; départements et territoires d'outre-mer (1979-1987) ; action extérieure de la DATAR (1985-1988).

métrage : 5

20080215

Dossiers de Richard Lagrange, chargé de mission coordonnateur des affaires européennes. Politique structurelle communautaire de l'aménagement du territoire.

art 1 : politique régionale et aménagement du territoire, réunions informelles des ministres européens de l'aménagement du territoire et du développement régional. 1990-1996

art 2 : réforme des fonds structurels européens. 1993

métrage : 1

Relations internationales

20070075

Congrès et entretiens internationaux organisés par la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT).

art 1 : congrès mondial des systèmes productifs locaux (SPL) des 23 et 24 janvier 2001. 2001

art 1 (suite)-2 : entretiens internationaux sur l'aménagement du territoire des 28, 29 et 30 janvier 2002. 2002

art 2 (suite)-3 : entretiens internationaux sur l'aménagement du territoire des 21, 22 et 23 janvier 2003. 2003

métrage : 1

20070074

art 1-19 : tables rondes des entretiens internationaux des 28, 29 et 30 janvier 2002 : enregistrements sonores. 2002

19 CD audio.

20090333

Coopération internationale et jumelages.

art 1-2 : études. 1990-2001

art 3-23 : coopération européenne. 1990-2007

art 23 (suite)-24 : coopération méditerranéenne. 1992-2003

art 25-27 : coopération avec l'Asie. 1989-1997

métrage : 9

Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT)

20080216

Conseil national de l'aménagement du territoire (1990-1993).

art 1 : création. 1990-1991

art 1 (suite) : réunions et axes de travail. 1991-1993

métrage : 1

20060554

Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

art 1 : création, composition et fonctionnement du CNADT. 1995-2003

art 1 (suite)-4 : séances plénières du CNADT. 1996-2003

art 5-7 : séances de la commission permanente du CNADT. 1996-2003

art 7 (suite)-8 : séances du groupe de travail et des commissions thématiques. 1997-1999

métrage : 3

Voir également le versement 20110034 (enregistrements sonores).

Comité des aides à la localisation des activités (CIALA)

20060026

art 1-2 : procès-verbaux de réunions. 1982-2000

métrage : 1

ORGANISMES RATTACHES A LA DATAR

Commissariats de massif

Pour prendre en compte la gouvernance spécifique prévue par la « loi Montagne » et accompagner la mise en œuvre de la politique de la montagne au niveau de chaque massif (Alpes, Jura, Massif central, Pyrénées, Vosges, Massif corse, Massif de Guadeloupe, Massif des Hauts-de-La Réunion et Massif de Martinique), l'État a créé la fonction de préfet de région « coordonnateur de massif » et, parallèlement, celle de commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif (Alpes, Jura, Massif central, Pyrénées, Vosges). Les commissaires et leurs équipes forment les Commissariats de massif. Ces équipes territorialisées, souvent implantées en préfecture ou en SGAR, constituent des relais de la DATAR puis du CGET. Le CGET assure l'animation du réseau des commissaires de massif.

Les archives des Commissariats de massif sont conservées au niveau local (Archives départementales), à une ou deux exceptions près ci-dessous.

19850745

Commissariat à l'aménagement du Massif central.
Dossiers de Michel Georges et Jean Michardière, commissaires.
art 1-19 : rénovation rurale (classement par région) (1967-1979), budget (1976-1978).

métrage : 5

19890087

Commissariat à l'aménagement du Massif central.
art 1 : exécution des programmes de rénovation rurale. 1968-1981
art 2-9 : fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : exécution des tranches 1 et 2 ; dossiers par département. 1981-1983

métrage : 3

Missions interministérielles

Côte Aquitaine (1967-1988)

La Mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte Aquitaine (MIACA) a été créée par décret du 20 octobre 1967. Elle avait été précédée par un Groupe central interministériel d'étude de l'aménagement de la Côte Aquitaine en janvier 1966.

Chargée de définir l'aménagement touristique du littoral aquitain, la Mission fut présidée par Philippe de Saint-Marc (jusqu'en 1970) puis par Emile Biasini.

Elle a été supprimée en 1988. D'abord implantée à Paris, elle fut ensuite située au Taillan-Médoc (Gironde).

Des archives concernant la MIACA sont conservées dans deux versements :

-du ministère de l'Agriculture (Direction de l'aménagement) :

19850038

art. 24-27 : création de la Mission, correspondance, réunions, schéma d'aménagement de la Côte Aquitaine (1966-1974)

-du ministère de l'Équipement (Direction de l'architecture et de l'urbanisme) :

20120083

art. 34-38 : activités de la Mission, rapports, réunions (1967-1988)

Corse (1966-1983)

La Mission interministérielle d'aménagement et d'équipement de la Corse a été créée le 12 octobre 1966.

Elle avait pour rôle de « coordonner les actions d'aménagement du territoire dans le département, notamment en ce qui concerne les équipements touristiques et agricoles, et d'examiner les mesures à prendre en matière d'équipements publics dans le cadre de ces objectifs ».

La vocation de la Mission, axée à l'origine sur le développement touristique, fut élargie par décret du 7 février 1975 aux aspects agricoles, touristiques et à l'aménagement foncier, avec des moyens financiers, en particulier le Fonds d'expansion économique de la Corse.

Elle élaborait notamment un Schéma d'aménagement en 1972, qui identifiait le tourisme comme moteur principal de la croissance de l'île. En 1974-1975, la Mission, sous la présidence de Libert Bou, élaborait une Charte de développement économique dans la plus large concertation, notamment avec les autonomistes, mais ce projet n'aboutit pas en raison des événements d'Aléria en août 1975.

Les présidents suivants ont été François Blaizot (1976-1978), Pierre Angeli (1978-1981) et André Nicolai (1981-1983).

La Mission était basée à Paris mais disposait d'une antenne en Corse.

Comme d'autres Missions interministérielles, elle a été supprimée en 1983. Ses attributions ont été reprises par la région par convention du 24 juin 1983 entre l'Etat et la région.

Les archives de la Mission, versées aux Archives nationales en 1982 et 1986, ont été transférées en 1991 aux Archives départementales de la Corse-du-Sud. Il s'agit des anciens versements AN 19820115 et 19860386.

19820115

art. 1-59 : dossiers de la Mission : pilotage, administration, correspondance, dossiers thématiques. 1968-1979

19860386

art. 1-45 : dossiers de la Mission : organisation, budget, études commandées, dossiers thématiques, CIAT, CIDAR (1971-1984)

Espace naturel méditerranéen (dite « Mission Méditerranée ») (1972-1983)

La Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen a été créée par décret du 17 avril 1972, en vue d'assurer la protection des espaces naturels dans le cadre défini par la loi du 12 juillet 1966, relative aux mesures de protection et de reconstitution à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies, c'est-à-dire dans les trois régions Languedoc-Roussillon, Provence - Côte-d'Azur et Corse.

Elle devait assurer la protection et l'aménagement des massifs boisés dans la région méditerranéenne et veiller à ce que les actions entreprises en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'équipements publics soient compatibles avec le maintien des équilibres naturels fondamentaux de la zone méditerranéenne.

La Mission était basée à Paris mais disposait aussi d'une implantation à Marseille.

Comme d'autres Missions interministérielles, elle a été supprimée en 1983 (décret du 10 mai 1982).

19840111

art 1-11 : aménagement du territoire: Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen : activités : dossiers. 1972-1983

métrage : 4

On signalera également les versements 1183 W et 1185 W conservés aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, ainsi que le versement 934 W conservé aux Archives départementales de l'Hérault :

<http://www.archives13.fr/archives13/CG13/cache/bypass/pid/389?allChapters=false&chapter=1311>

http://archives-pierresvives.herault.fr/archives/archives/fonds/FRAD034_000000773/view:all

Aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon (dite Mission Racine) (1963-1982)

La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, créée par décret du 18 juin 1963, était présidée par le conseiller d'Etat Pierre Racine.

Elle siégeait dans les locaux de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) à Paris. La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon était représentée localement par le Service régional d'études de la Mission à Montpellier. Cette antenne régionale était placée auprès du préfet de région mais dirigée par le secrétaire général de la Mission.

La Mission a cessé ses activités le 31 décembre 1982 (décret du 30 décembre 1980), mais ses attributions ont été reprises par un syndicat mixte d'aménagement regroupant la région Languedoc-Roussillon et les 5 départements.

Afin de respecter l'unité du fonds, le principe du regroupement des archives parisiennes et montpelliéraines en un lieu unique a été retenu dès 1981, compte-tenu de leur vocation régionale. Les Archives départementales de l'Hérault ont été choisies comme lieu de conservation. Les archives ont ensuite été versées de 1981 à 1984 :

http://archives-pierresvives.herault.fr/archive/resultats/simple/lineaire/FRAD034_000000014/n:33?RECH_S=mission+racine&RECH_TYPE=and&type=simple

Plateau de Valbonne (Sophia-Antipolis) (1972-1983)

La Mission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement du plateau de Valbonne fut constituée à la suite de la décision du CIAT du 20 avril 1972 de créer sur le plateau de Valbonne (Alpes-Maritimes) le « Parc international d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis ».

Il s'agissait :

- de constituer à Valbonne un pôle d'activités de portée nationale et de vocation internationale orienté vers la recherche et consacré au développement et à la production de technologie avancée permettant de créer des emplois de haut niveau
- de réaliser cet aménagement en sauvegardant le site naturel et en réhabilitant la forêt.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération fut confiée à un syndicat mixte pour l'aménagement et l'équipement du plateau de Valbonne (SYMIVAL).

La coordination était exercée par un comité comprenant le préfet des Alpes-Maritimes, le président de la Mission interministérielle et le président du syndicat mixte.

La Mission interministérielle a été supprimée en 1983 et remplacée par un Groupe interministériel de coordination de l'aménagement du plateau de Valbonne.

19820482

art 1-18 : création du parc international d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis : réunions préparatoires, études et réalisation de la première tranche, financement. 1972-1978

métrage : 3

19960147

Mission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement du plateau de Valbonne.

art 1 : comités interministériels pour l'aménagement du territoire. 20 avril 1972-19 novembre 1981

Mission interministérielle pour l'aménagement et l'équipement du plateau de Valbonne : création et fonctionnement. 1972-1981

Groupe interministériel de coordination : création et réunions. 1974-1982

art 2-3 : syndicat mixte pour l'aménagement et l'équipement du plateau de Valbonne (SYMIVAL). 1972-1983

art 3 (suite) : chambre de commerce et d'industrie de Nice et des Alpes-Maritimes (CCIAM) ; SAVALOR ; commune de Valbonne. 1972-1982

art 4 : financement de l'aménagement et de l'équipement du plateau de Valbonne. 1973-1983

art 4 (suite)-7 : réalisation de la zone d'aménagement différé et des zones d'aménagement concerté. 1971-1981

art 7 (suite) : environnement (1972-1980) ; équipements (1973-1981).

art 8 : équipements (suite) (1973-1983) ; services communs (1972-1980) ; logement (1975-1982).

art 9 : enseignement (1972-1982) ; animation, commercialisation et promotion (1970-1983).

art 10 : animation, commercialisation et promotion (suite). 1971-1982

art 11-12 : implantations : établissements publics et entreprises françaises, investissements étrangers. 1972-1983

métrage : 4

Voir aussi le versement 19920535, ainsi que les archives de l'amiral Duval, président de la mission interministérielle pour l'aménagement du plateau de Valbonne, don aux Archives nationales, cote 551 AP 1-5 (archives du président de la Mission, 1972-1977).

Les Archives départementales des Alpes-Maritimes conservent également les archives du SYMIVAL (versement 380 W) :

http://www.archivesportaleurope.net/ead-display/-/ead/pl/aicode/FR-FRAD006/type/hg/id/FRAD006_ABEL/unitid/0380W+0001+--+0380W+0035

Autres organismes

19850437

Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (GIRZOM)
art 1-18 : activités du groupe et restructuration des bassins houillers du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine, du Centre et du Midi. 1971-1984

métrage : 3

19920328

Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (GIRZOM)
art 1 : reconversion et restructuration des bassins houillers et zones minières, programmes de subventions, rapports d'activités par région. 1984-1986

19890443

Décentralisation du secteur tertiaire. Dossiers de l'association Bureaux-province⁹.

art 1-7 : prospection du marché des bureaux : statistiques (classement par région, département, ville). 1974-1984

art 7-14 : localisation de services publics et d'entreprises du secteur tertiaire. 1974-1984

art 14 : assemblée générale et conseil d'administration de l'association : procès-verbaux. 1976-1984

art 15 : études et participation à des congrès. 1976-1984

art 16 : bulletin d'information publié par l'association. 1976-1985

métrage : 5

19920451

Activités d'organismes dépendants de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

art 1 : constructions scolaires (1984-1988) ; désenclavement hivernal (1986-1987).

art 1-5 : fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : actions 1981. 1985-1987

⁹ L'association Bureaux-province a été créée en juin 1974 pour faciliter la création d'un véritable marché de bureaux en province par une confrontation permanente de l'offre et de la demande et une sensibilisation des salariés du tertiaire aux avantages d'une installation en province. L'association regroupait la DATAR, des représentants des ministères, les chambres de commerce et d'industrie (CCI), des élus locaux et différents acteurs économiques. Elle a pris en 1986 le nom d'Entreprises-Régions et a été dissoute en 1987.

art 5-8 : commissariat à l'aménagement du Massif central: chronos. 1985-1990
art 9 : association pour le développement industriel du Massif central (ADIMAC) (1975-1990) ; association pour le développement industriel de la Loire (ADIL) (1980-1989).

métrage : 3

19980409

Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local (CRIDEL)¹⁰.
art 1-16 : activités. 1990-1996

métrage : 5

19980410

Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local (CRIDEL).
art 1-8 : création, activités, suppression. 1988-1996

métrage : 3

20060556

art 1 : Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local (CRIDEL) :
création, fonctionnement et cessation d'activité. 1989-1997

métrage : 1

¹⁰ Le CRIDEL, association ayant existé de 1989 à 1996, était subventionnée par la DATAR. Lors de la dissolution de l'association, des contacts entre le liquidateur, la Mission Premier ministre, les AN et la DAF ont abouti au don des archives présentant un intérêt historique, avec établissement d'un contrat de don.

AGENCE NATIONALE POUR LA COHESION SOCIALE ET L'EGALITE DES CHANCES (ACSE) (2006-2014)

L'ACSé (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) a une histoire ancienne : elle a été précédée par le FAS (Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles), créé en 1958, dans le cadre du plan de Constantine. Cette institution visait à indemniser les travailleurs algériens présents en France métropolitaine et dont les familles ne bénéficiaient pas des allocations familiales du régime commun. Après les accords d'Évian et l'indépendance de l'Algérie, les missions de cette institution se sont concentrées sur la France et progressivement étendues aux travailleurs étrangers de toutes origines, puis à toute personne victime de discriminations. Le FAS finançait également la SONACOTRA (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs), une société d'économie mixte proposant des logements aux travailleurs immigrés.

Cette institution a été rebaptisée FASTIF (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles) en 1983 puis FASILD (Fonds d'aide et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations) en 2001. Le mode de financement change lors de la transition, le FAS ayant été financé par les cotisations des travailleurs algériens en France tandis que le FASILD, en tant qu'établissement public à caractère administratif, reçoit des financements de l'Etat.

Cette institution a été remplacée en 2006 par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé), qui reprend toutes les missions du FASILD à l'exception de l'accueil des immigrés, confié à l'ANAEM (Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations). L'ACSé a été créée par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances. Le fonctionnement de cette agence ainsi que la composition de son conseil d'administration étaient fixés par le décret n° 2006-945 du 28 juillet 2006.

Créée au lendemain des émeutes urbaines de 2005, l'ACSé avait pour mission d'améliorer la coordination entre la politique en faveur des populations issues de l'immigration et celle en direction des quartiers en difficulté, d'améliorer la lisibilité des moyens pour les acteurs locaux et d'améliorer l'efficacité des politiques publiques en la matière via un financement simplifié et un suivi renforcé.

La tutelle de l'Etat sur cette agence était exercée conjointement par le ministre de l'Egalité des chances et celui de la Cohésion sociale (Code de l'action sociale et des familles Article R121-13). Son fonctionnement était régi par le Code de l'action sociale et des familles : elle « contribue à des actions en faveur personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociales ou professionnelle » et « concours à la lutte contre les discriminations » (Code de l'action sociale et des familles Article L121-14).

Dans le cadre de ces missions, cette institution était impliquée dans des dispositifs de lutte contre l'illettrisme, le service civil volontaire et diverses actions en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou des départements et territoires d'outre-mer. À ce titre, elle menait des actions ou accordait un concours financier à divers acteurs. L'ACSé exerçait une cotutelle sur de nombreux dispositifs comme la commission image et diversité (dans le domaine du cinéma), et était impliquée dans la gestion des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS).

Le conseil d'administration était composé de représentants de l'Etat, du Parlement, de syndicats, des collectivités territoriales et de personnalités qualifiées. Sur la période concernée, il était composé de 48 membres jusqu'en 2009, puis est passé à 31.

Le décret du 31 mars 2014 a fondu l'ACSé au sein du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) nouvellement créé et placé sous l'autorité du Premier ministre. Le CGET réunit désormais les missions de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), du Secrétariat général du comité interministériel des villes (SG CIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé) avec la mission de concevoir et mettre en œuvre la politique nationale d'égalité des territoires.

Au sein du CGET, les missions qui incombent à l'ACSé ont plus particulièrement été confiées à la Direction de la ville et de la cohésion urbaine (DVCU).

Versements aux Archives nationales

20170366

Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) puis Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé).

Dossiers des directeurs. 1996-2011

Art. 1-22 : Dossiers de séance des Conseils d'administration. 1996-2011

Art. 22 suite : Groupe de travail des administrateurs du Fasild. 2002-2005

Art. 23-26 : Minutier chronologique départ des directeurs. 2004-2011

Métrage : 9

COMMISSARIAT GENERAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA SEINE (CGDVS)

Le développement de la vallée de la Seine avait été annoncé comme prioritaire par Nicolas Sarkozy, Président de la République, en avril 2011, dans le cadre du Grand Paris.

Le Commissaire général pour le développement de la vallée de la Seine a été institué par décret du 19 mai 2011, Antoine Rufenacht étant nommé Commissaire général par décret du 21 mai 2011. Suivant les termes du décret du 19 mai 2011, le Commissaire général prépare les décisions du Gouvernement relatives au développement et à l'aménagement de la vallée de la Seine, sur le territoire des régions Ile-de-France, Haute-Normandie et Basse-Normandie. Il fait aussi toutes propositions dans ces matières et dialogue avec les différentes parties intéressées, en particulier les collectivités territoriales.

Conseiller général du Havre en 1973, Antoine Rufenacht a été membre des deux premiers gouvernements Raymond Barre au poste de secrétaire d'Etat. Il fut élu président du Conseil régional de Haute-Normandie en 1992, et député de la Seine-Maritime de 1975 à 1981, puis de 1986 à 1995. En 1995 il devient maire du Havre, est réélu en 2001, puis en 2008, sous le sigle de l'UMP (Union pour un mouvement populaire).

Il dirige la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 2002 et soutient Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2007. En octobre 2010, Antoine Rufenacht annonce sa démission du poste de maire du Havre au profit d'Edouard Philippe.

Antoine Rufenacht a présenté son équipe du Commissariat général pour le développement de la Vallée de la Seine (CGDVS) le 7 juillet 2011, à Paris. Il s'est entouré d'un Secrétaire général, le préfet Bernard Fragneau, qui fut en poste à Evreux de 2000 à 2004, et de deux secrétaires généraux adjoints, Laurence Tison-Vuillaume, conseillère régionale (PS) de Haute-Normandie et adjointe au maire de Rouen, et de Martin de Wissocq, venu du ministère de l'Ecologie, de l'énergie et du développement durable. Laurence Tison-Vuillaume était plus spécifiquement chargée de l'économie et de l'innovation, alors que Martin de Wissocq était en charge des transports, du développement des infrastructures et des ports. Un peu plus tard fut recruté, aussi en tant que Secrétaire général adjoint, Gérard Mathieu, chargé de l'aménagement du territoire. Matthieu Schlesinger, membre du Conseil d'Etat, faisait partie de l'équipe dès juillet 2011, en tant que conseiller juridique et législatif.

Après l'élection présidentielle de mai 2012, le Commissariat général pour le développement de la vallée de la Seine a été supprimé par décret du 13 novembre 2012. Il a été remplacé par un Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine (DIDVS), par décret du 22 avril 2013.

20142132

Dossiers du Commissariat général pour le développement de la vallée de la Seine (CGDVS). 2011-2012.

Art. 1 : Activités (minutier chronologique et préparation du rapport).

Art 2-4 : Relations avec les différents acteurs.

Métrage : 1

COMMISSION DE CONCERTATION POUR LE TGV ATLANTIQUE (1983-1984)

Le décret du 2 février 1983 a créé une Commission de concertation relative à l'étude du projet de train à grande vitesse atlantique. La mission de cette Commission était de fixer le cadre général des études d'environnement à conduire, des procédures de suivi de ces études, et de la consultation du public selon un calendrier adapté. Le rapport de la Commission fut remis au Premier ministre le 11 janvier 1984, marquant ainsi la fin de son activité.

19840598

- art 1 : commission d'étude sur le TGV atlantique : dossiers, rapports. 1982.
- art 1-3 : commission de concertation TGV atlantique : dossiers, rapports. 1983-1984.
- art 3-4 : commission d'enquête TGV atlantique : dossiers, rapports. 1984.
- art 5 : instruction mixte, rapports. 1983.

métrage : 1

COMMISSION POUR L'AVENIR DE LA DECENTRALISATION (DITE COMMISSION MAUROY) (1999-2000)

La Commission pour l'avenir de la décentralisation, présidée par l'ancien Premier ministre Pierre Mauroy, a été installée le 17 novembre 1999 par le Premier ministre Lionel Jospin, en vue de formuler des propositions sur l'avenir de la décentralisation.

Les conclusions de la Commission ont été remises au Premier ministre le 17 octobre 2000. Le rapport comportait 154 propositions s'articulant autour des grandes orientations suivantes :

- développer l'intercommunalité et la démocratiser
- rénover le département, sans pour autant supprimer cet échelon
- accroître la déconcentration
- mieux répartir les compétences
- améliorer la sécurité juridique
- adapter la fonction publique territoriale
- mettre en œuvre diverses propositions en matière financière et fiscales.

20010169

Dossiers de la commission pour l'avenir de la décentralisation présidée par Pierre Mauroy. 1999-2000

art 1 : correspondance active et passive de Pierre Mauroy. 1999-2000

art 2 : réunions de la commission. 1999-2000

art 3 : élaboration du rapport, dossiers et correspondance du secrétariat et des rapporteurs. 2000

art 4 : auditions des syndicats et des associations. 2000

art 5 : entretiens et allocutions de Pierre Mauroy. 1999-2000

métrage : 2

20010233

Commission pour l'avenir de la décentralisation présidée par Pierre Mauroy. 1999-2000 : 3 cassettes audio.

métrage : 1

COMITE POUR L'IMPLANTATION TERRITORIALE DES EMPLOIS PUBLICS (CITEP) ET SES PREDECESSEURS (1958-2002)

Pour enrayer le développement anarchique de l'agglomération parisienne, le Gouvernement a institué, par décret du 31 décembre 1958, un Comité de décentralisation, chargé de proposer toutes mesures permettant une meilleure répartition géographique des activités du secteur public, et étendu les procédures d'agrément à l'utilisation des locaux industriels en Ile-de-France.

Placé sous la tutelle du Premier ministre, le comité de décentralisation dépendait pour son fonctionnement du ministère de l'Équipement. Pour effectuer des recherches sur l'ensemble de l'activité du comité, il faut donc consulter les versements des services du Premier ministre et ceux du ministère de l'Équipement.

La composition et les missions du Comité ont été modifiées à de nombreuses reprises. Cependant, 3 missions principales peuvent se dégager : instruction et suivi de la procédure de contrôle des implantations des services et organismes en Île-de-France, suivi des plans de localisation des administrations et organismes du secteur public, établissement de rapports adressés au Premier ministre.

Par décret du 14 janvier 2002, a été créé un nouvel organisme, le comité pour l'implantation territoriale des emplois publics (CITEP) qui se substitue au comité de décentralisation et à la mission territoriale des emplois publics.

19890640

art 1-14 : dossiers de réunions. 1979-1984

métrage : 5

19900027

art 1-9 : demandes d'autorisation des entreprises (par ordre alphabétique). 1960-1975

art 9-10 : décisions prises sur avis du comité de décentralisation (par ordre chronologique). 1975-1981

art 10 : rapport d'activités. 1983

métrage : 3

19900561

art 1-5 : collection de décisions prises par le comité de décentralisation par année, secteur, ordre alphabétique des demandeurs. 1971-1985

métrage : 2

20030472

art 1-6 : chronos des présidents. 1995-2000.

art 7-9 : chronos du secrétaire. 1956-2002.

art 10-11 : fonctionnement du comité. 1969-2002.

art 11 (suite)-12 : rapports annuels d'activité. 1984-2002.

art 13-14 : relations avec la préfecture de la région Île-de-France. 1973-2001.

art 14 (suite)-24 : réforme de l'agrément. 1973-2002.

art 25-35 : suivi des plans de localisation (par ministère et par organisme). 1973-2001.

métrage : 12

20060702¹¹

Activités du comité de décentralisation (CODEC) et du comité pour l'implantation territoriale des emplois publics (CITEP) relatives à l'implantation de services ou organismes.

art. 1-79 : dossiers d'agrément instruits par les comités. 1961-2006

art. 80-87 : décisions d'agrément pour le secteur public. 1959-2001

art. 87 (suite)-89 : procès-verbaux des séances du CODEC et du CITEP. 1983-2006

Le processus de délocalisation des emplois publics, c'est-à-dire le transfert de certains services de l'État, établissements publics, grandes entreprises nationales, hors de la région parisienne (ou au moins hors de Paris), est une politique ancienne dont on peut faire remonter les prémises à 1955, sous les ministères Mendès-France et Faure, qui initièrent les premières mesures pour enrayer l'hypertrophie de l'Île de France. Quoique jamais totalement abandonnée, la politique de délocalisation publique connaît un net ralentissement à partir de la fin des années 1970 et au cours des années 1980. Le retour de la question francilienne s'amorce à partir de 1988, et surtout de 1990, lorsque les premiers résultats du recensement général révèlent que la croissance en terme d'emplois de la région parisienne, que l'on croyait enrayerée, a repris à un rythme très soutenu. Dès lors, Edith Cresson, Premier ministre, va significativement contribuer à ce que l'ensemble des mesures concernant les délocalisations publiques prenne la forme d'une véritable politique publique. C'est dans ce contexte qu'est créée la mission de suivi des délocalisations publiques le 23 décembre 1991.¹²

Le nouvel organisme, rattaché au ministère de la Fonction publique, était chargé par le Premier ministre de suivre les délocalisations, leur réalisation par les ministères, ainsi que les mesures sociales et financières d'accompagnement. Plus tard, la mission a acquis un rôle fondamental dans la négociation avec les cabinets et les départements ministériels. De plus, le suivi des décisions effectué par cette mission permettait d'avoir un aperçu constant de l'état d'avancement du processus de délocalisation. En 2002, la MITEP et le comité de décentralisation (CODEC) furent fondus en un seul organisme appelé le comité pour l'implantation territoriale des emplois publics (CITEP).

20070073

Dossiers de la Mission pour l'implantation territoriale des emplois publics (MITEP).

art 1 : fonctionnement de la MITEP. 1992-2001

art 2 : politique générale de délocalisation publique. 1991-2001

art 3-4 : bilan de la politique de délocalisation publique. 1992-2000

art 5-7 : financement des délocalisations publiques. 1992-2005

art 8-10 : accompagnement social. 1991-2001

art 10 (suite)-11 : aspects juridiques et contentieux. 1992-1999

art 11 (suite)-12 : politique immobilière. 1991-2002

art 13-19 : politique de délocalisation des ministères. 1991-2004

art 20-24 : délocalisations dans les régions. 1991-2004

art 25-51 : délocalisations des organismes publics. 1990-2005

¹¹ Versement effectué par le ministère de l'Urbanisme et non par la DATAR.

¹² La mission de suivi des délocalisations publiques (MDP) deviendra la MITEP (mission pour l'implantation territoriale des emplois publics).

métrage : 17

Le Comité pour l'implantation territoriale des emplois publics (CITEP), créé par décret du 14 janvier 2002, se vit confier les missions suivantes : « préparer les mesures propres à assurer une répartition équilibrée des emplois publics sur le territoire en prenant en compte, notamment, les besoins et les attentes des usagers des services publics, le souci d'amélioration de l'efficacité des services de l'Etat et de ses établissements publics et la modernisation de la gestion publique. A cette fin :

a) Il détermine ceux des services de l'Etat et celles des personnes morales soumises au contrôle de ce dernier (...) dont la présence dans la région d'Ile-de-France ne s'impose ni par les tâches qu'ils ont à remplir, ni par les besoins auxquels ils répondent ;

b) Il entreprend toute enquête ou étude visant à définir les conditions techniques, financières et sociales, dans lesquelles ces services et personnes morales pourraient être en tout ou partie transférés en des points du territoire où ils contribueraient utilement à un développement équilibré des régions

c) Il propose à l'approbation du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire des opérations de transfert » concernant ces administrations (décret du 14 janvier 2002).

La suppression du CITEP est décidée par décret du 12 novembre 2007 relatif à la procédure d'agrément de locaux ou installations et modifiant le code de l'urbanisme. Les missions du CITEP ont notamment été reprises par la préfecture Île-de-France et par France Domaine.

Lors de la suppression du CITEP, les archives de cet organisme, qui contenaient une large proportion d'archives des organismes qui l'avaient précédé (CODEC et MITEP), ont été remises à la DATAR. Cela explique ce versement mixte.

20120221

Dossiers du Comité pour l'implantation territoriale des emplois publics (CITEP) et de ses prédécesseurs le Comité de décentralisation (CODEC) et la Mission pour l'implantation territoriale des emplois publics (MITEP). 1990-2010.

Art. 1-7 : Organisation des missions du CITEP. 1991-2008

Art. 8-22 : Programmes pluriannuels prévisionnels d'implantation des ministères (PPPI). 1996-2008

Art. 23-28 : Agréments pour le secteur public. 2001-2007

Art. 29-95 : Politique des délocalisations. 1990-2010

Métrage : 5

MISSION REGION CAPITALE (MRC) (2008-2010)

En l'absence de textes réglementaires relatifs à la création et à l'organisation de la Mission région capitale (MRC), la présente notice est élaborée à partir des informations contenues dans les dossiers versés et la documentation qui accompagnait le versement.

Constituée en juin 2008, la Mission était une administration d'appui pour le secrétariat d'État chargé du développement de la région capitale, confié à Christian Blanc, de mars 2008 à juillet 2010 (c'est-à-dire le projet du Grand Paris).

Son objectif est de proposer une vision prospective de l'aménagement de la région parisienne à l'horizon 2030, en intégrant les travaux en cours ou envisagés concernant des sites prioritaires identifiés et en lançant des études relatives aux éco-industries, aux industries créatives et aux comparaisons avec d'autres villes-monde.

Avec une trentaine de chargés de mission, issus du secteur public, notamment de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT), et du secteur privé, la MRC s'organise à sa création en six pôles thématiques (économie, habitat/foncier, mobilités/transports, durabilité environnementale/climat, financement et gouvernance, région capitale vision large) et en deux pôles territoriaux (Saclay et Plaine de France), complétés par un atelier transversal en charge des nouvelles formes urbaines et par un collège d'experts externes.

À la fin de l'année 2008, l'organisation de la mission s'étoffe de deux nouveaux pôles thématiques – le renouvellement urbain, l'emploi et la formation, et le tourisme – et de nouveaux pôles territoriaux : Seine amont, Seine aval, Est.

La Mission Région Capitale a été dirigée par Pierre Veltz (juin 2008-août 2009), puis par Guy Kauffmann, de septembre 2009 jusqu'à la suppression de la MRC en décembre 2010.

Sur le plan administratif, la MRC était rattachée aux services du Premier ministre.

A l'issue des travaux de la MRC en décembre 2010, ses attributions ont été reprises par l'établissement public de la Société du Grand Paris, créé par décret du 7 juillet 2010, pris en application de la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Versements aux Archives nationales

20130309

Dossiers de la Mission région capitale (MRC). 2008-2010

Art.1-3 : Fonctionnement de la Mission.

Art. 3 (suite)-8 : Dossiers généraux (législation, gouvernance, débat public et marchés).

Art. 9-15 : Dossiers par thème et par zone géographique.

Métrage : 5